



Résumé Exécutif

Aperçu de la crise

La RCA connaît une situation d'urgence depuis les 5-6 décembre 2013.

- La crise, de dimension régionale, a débuté en décembre 2012 lorsque la Séléka, une coalition armée menée par des groupes majoritairement musulmans du Nord-Est du pays, a entamé une campagne aboutissant à un coup d'Etat le 24 mars 2013. L'incapacité du nouveau pouvoir à rétablir la sécurité dans le pays ont progressivement fait sombrer la RCA dans le chaos.
- À l'automne 2013, en réponse aux violences armées perpétrées par des éléments Séléka contre la population majoritairement chrétienne, des groupes d'auto-défense – les anti-Balaka – se forment.
- En décembre 2013, sur mandat des Nations Unies, la mission interafricaine de maintien de la paix MISCA se déploie ainsi que l'opération française SANGARIS. L'intensification des combats entre ex-Séléka et anti-Balaka et la détérioration complète de la situation aboutissent en janvier 2014 à la démission du président Michel Djotodia et à la nomination d'un gouvernement de transition.
- Le 10 avril 2014, le Conseil de Sécurité des Nations Unies vote le déploiement de la mission de maintien de la paix MINUSCA devant remplacer SANGARIS et la MISCA en septembre 2014.

Le contexte sécuritaire s'est fortement aggravé tout au long de l'année 2014.

- Les violences ont continué à Bangui mais aussi sur toute la province, et particulièrement dans l'Ouest et le Nord-Ouest de la RCA. Les groupes armés ont pris pour cible non seulement les groupes armés adverses, mais les tensions ont aussi exacerbé une haine intercommunautaire entraînant le meurtre de civils de religion ou d'ethnie opposée.
- La criminalité a gagné toutes les parties au conflit qui s'en prennent aux populations civiles afin de s'approprier les biens et les richesses. L'insécurité et l'instabilité permanentes ont provoqué des déplacements massifs de population en RCA mais aussi au Cameroun, au Tchad et en RDC.

- **Déplacements massifs de population:** 838,000 déplacés internes (PDI) au pic de la crise en février 2014. On compte en juillet 530,302 PDI ainsi que 387,710 réfugiés dans les pays limitrophes.

- **Les exactions inter communautaires, combats entre groupe armés et criminalité** ont entraîné depuis le début de la crise la mort de milliers de civils, la destruction totale ou partielle de plus de 20,000 maisons (dont la destruction et le pillage systématiques des maisons et biens des musulmans sur Bangui), ainsi que l'enclavement de dizaines de milliers de personnes sur lesquelles pèsent un risque de mort. A cela se rajoute la perte des moyens de subsistance pour des centaines de milliers de personnes, l'effondrement total de l'état et de ses services, une partition de fait du pays entre l'est et l'ouest, la prédation des ressources naturelles, des violations graves du droit international humanitaire dont notamment le massacre de civils, l'enrôlement d'enfants, le meurtre de personnels de secours, le ciblage d'hôpitaux et des violences sexuelles.

Besoins humanitaires prioritaires

- **La protection** représente un besoin prioritaire notamment à cause de l'intensification de l'aspect intercommunautaire du conflit et du manque d'état de droit.
- **L'assistance médicale** est une préoccupation majeure, l'état n'ayant plus aucune capacité à venir en aide et à apporter un service de santé à ses populations. Le paludisme est en forte augmentation sur le pays et constitue avec les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires les premières causes de morbidité sur le pays. La malnutrition est elle aussi en forte augmentation, et constitue une cause majeure de la mortalité des enfants de moins de 5 ans.
- **La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance**, dans un pays principalement agricole, ont été durement affectés par les pillages, les déplacements et les destructions. La saison agricole 2014 est menacée et demande un soutien important.
- **L'eau, l'hygiène et l'assainissement** étaient des secteurs préoccupants avant la crise actuelle et ont été fortement impactés par les mouvements de populations. Les camps et les PDI requièrent une attention toute particulière durant la saison des pluies. Le risque de choléra est l'objet d'une grande attention et des cas ont été diagnostiqués à la frontière avec le Tchad et le Cameroun.
- **Les abris et les non vivres** sont un besoin essentiel pour les déplacés et retournés, plus de 20,000 maisons nécessitant reconstruction ou réhabilitation.
- **L'éducation** est un secteur complètement dévasté. Plus de 80 % des enfants sont déscolarisés, les enseignants ont majoritairement fui et les écoles ont souvent été pillées et endommagées.

Liste des acronymes

ACRONYME	DESCRIPTION
ARV	Antirétroviraux
CEEAC	Communauté économique des Etats d'Afrique centrale
CMP	Commission Mouvement de Population
CNT	Conseil national de transition
DDR	Désarmement, Démobilisation, Réintégration
EFSA	Emergency Food Security Assessment
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement
HDPT	Humanitarian and Development Partnership Team
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
LRA	Lord's Resistance Army
LRRD	Linking Relief, Rehabilitation and Development
MIRA	Multi cluster/sector rapid assessment
MISCA	Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine
MAM	Moderate Acute Malnutrition
MICS	Multi-Indicator Cluster Survey
PDI	Personnes déplacées internes
RRM	Rapid Response Mechanism
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
SAM	Severe Acute Malnutrition
SAME	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
SRP	Strategic Response Plan
VVS	Victimes de violences sexuelles

Table des matières

Résumé Exécutif	1
Liste des acronymes.....	2
Table des matières	2
Chiffres clés	3
Chiffres clés pré-crise.....	3
Dynamiques du conflit.....	4
Parties prenantes.....	10
Profil des déplacements.....	15
Impact de la crise sur les populations.....	18
Contraintes opérationnelles.....	25
Scenarios	26
Etat du savoir.....	31

Chiffres clés

Bilan de la crise en mai 2014 (estimations) :

- **1,444 morts** dus au conflit à Bangui entre le 5 décembre et le 25 mai 2014 ([Croix-Rouge centrafricaine, 2014](#))
- **1,173 blessés** pris en charge par la Croix Rouge Centrafricaine et 522 par le CICR à Bangui en mai 2014 ([CR-RCA, 2014](#)). 1,731 blessés par violences en consultation et 2,177 en hospitalisation pris en charge par MSF de janvier à mai 2014 ([MSF, 2014](#))
- **530,302 personnes déplacées internes** (PDI) dont 105,302 à Bangui sur 43 sites ([CMP, 08 juillet 2014](#)) et 95 000 sur 58 sites en province. **387,710 réfugiés** dans les pays limitrophes ([HCR, 2014](#))
- **2,5 millions de personnes** connaissant des besoins humanitaires urgents ([OCHA, 2014](#))
- **4,6 millions de personnes affectées** par la crise, soit l'ensemble de la population ([OCHA, 2014](#))
- **14,460 personnes enclavées et considérées à risque**, élevé ou très élevé (risque d'atteinte à l'intégrité physique) et nécessitent une protection (cluster protection, juillet 2014).
- **5,000 musulmans** retranchés à Bangui dans le 3^{ème} arrondissement au niveau de pk 5 (cluster protection, juillet 2014)
- **13 personnels humanitaires tués** depuis septembre 2013 ([OCHA, INSO, juin 2014](#))
- **565 millions de dollars (USD)** requis pour la réponse humanitaire en 2014 ([SRP, 2014](#))
- **209 millions USD financés au** 10 juillet 2014, soit 37 % du total requis par le plan de réponse stratégique ([OCHA, juillet 2014](#)). A cela s'ajoutent près de 200 millions EUR promis au titre de l'aide au développement ([ECHO, 2014](#))
- L'indice de développement humain de la RCA la place au 180^{ème} rang sur 186 pays (PNUD, 2013). Son PIB/hab. est de 446 USD en 2012.

Chiffres clés pré-crise

Profil pays

Indicateurs clefs

- Population: 4,525 millions d'habitants ([Banque mondiale 2012](#))
- Espérance de vie à la naissance: 49 ans ([Banque mondiale](#)); 51,3 (femmes), 47,7 (hommes) ([UN data](#))
- Taux d'alphabétisation adulte : 56% (jeunes 15-24 ans : 65,9%, dont femmes: 58% et hommes : 72%) ([UNICEF, 2007-2011](#))
- Taux de mortalité des moins de 5 ans: 164/1000 ([UNICEF, 2011](#))
- Taux de mortalité maternelle (ajusté) : 890 pour 100 000 ([UNICEF, 2010](#))
- Insuffisance pondérale: 24% (sévère: 8%); rachitisme: 41%; émaciation: 7% ([UNICEF, 2007-2011](#))
- Gender Inequality Index: 0,682, 180 sur 187 ([UNDP, 2012](#))

Géographie

- Superficie: 622 984 km² ([FAO](#))
- Climat: tropical humide ([FAO/Aquastat, 2005](#))
- Surface agricole: 5 millions ha, 2,89% de la surface totale ([FAO, 2011](#)). Surface forestière: 22 millions ha ([FAO, 2011](#))
- Ressources naturelles : bois, diamant; uranium, pétrole, or ([CIA](#))

Economie

- PIB/habitant: 446 USD ([MAEE, 2012](#))
- Part des secteurs d'activités dans le PIB : primaire: 54%, secondaire: 13%, tertiaire: 32% ([MAEE, 2013](#))
- Principaux produits d'exportation: bois, diamant, coton, café ([UN, 2011](#)).

Caractéristiques socio-culturelles

- Groupes ethniques: Bandas (30 %), Gbaya-Manzas (25 %), Ngbandis (10 %), Zandés (10 %), Saras (7 %), Ngbakas (4 %), autres (15%) ([MAEE, 2013](#))
- Langues officielles : sango, français
- Religions: protestants (40 %), catholiques (28 %), animistes (24 %), musulmans (8 %) ([MAEE, 2013](#))

Les informations pré-crise sur la RCA ont été détaillées par secteur dans le document République Centrafricaine, conflit, Février 2014. http://acaps.org/resourcescats/downloader/republique_centrafricaine_conflit_fev_2014/208

Dynamiques du conflit

Documents clés

- *Géopolitique d'un pays oublié (Scac, ambassade de France, octobre 2013).*
- *La République Centrafricaine : le naufrage d'un Etat, l'agonie d'une nation (Scac, ambassade de France, janvier 2014)*
- *Les défis sécuritaires du pastoralisme (ICG, 1er avril 2014)*
- *La crise centrafricaine: de la prédation à la stabilisation (ICG, juin 2014)*
- *De dangereuse petites pierres: les diamants en RCA (ICG, déc. 2010)*
- *Rébellion et limites de la consolidation de la paix en RCA (Politique africaine N°125, mars 2012)*
- *Documents publiés depuis le coup d'Etat de la Séléka (HRW, mars 2014)*
- *Le phénomène Zaruwa dans le nord du Cameroun (Afrique contemporaine, n°239, mars 2011)*

Chronologie du conflit

- Le 15 mars 2003, lors d'un déplacement au Niger du Président Ange Félix Patassé, au pouvoir depuis 1993, François Bozizé s'empare du pouvoir par un coup d'Etat et s'autoproclame Président de la République Centrafricaine. Ce coup, bénéficiant du soutien du Tchad, fait suite à une première tentative avortée le 25 octobre 2002. Par la suite, François Bozizé remporte successivement les élections présidentielles de 2005 et de 2011 contre A.F Patassé.
- A la suite de l'élection présidentielle de 2005, plusieurs groupes rebelles se créent, menant à une nouvelle crise politique. Des accords de paix successifs permettent une accalmie relative de la situation entre 2009 et 2012 :
 - Le 21 juin 2008 est signé à Libreville un accord de paix entre le gouvernement, l'UFDR et l'APRD (Accord de paix de Libreville)
 - Le 12 juin 2011 la CPJP adhère également à l'accord de paix de Libreville de 2008 à travers un cessez le feu signé avec le gouvernement.
- Le 10 décembre 2012, une coalition du nom de Séléka (« alliance » dans la langue nationale, le Sango) formée de plusieurs groupes rebelles opposés au Président François Bozizé, commence à progresser rapidement depuis le Nord-Est du pays en direction de Bangui (MAEE, 2013). Son avancée est stoppée à la fin du mois, à une centaine de kilomètres de Bangui, par des contingents tchadiens et de la MICOPAX. La reprise des affrontements armés mettent fin à la période de calme relatif qu'avait connu le pays depuis 2009.

- Cette progression est accompagnée de pillages et de destruction des biens (publics et privés), habitations et récoltes, et de violences indiscriminées à l'encontre des populations civiles non-musulmanes. Celles-ci fuient en grand nombre et se réfugient en brousse ou dans des camps de déplacés (Human Rights Watch, déc. 2013; Human Rights Watch, juin 2013). Au mois de mars 2013, le nombre de déplacés est estimé à 200,000 (OCHA, juil. 2013).
- Le 11 janvier 2013, des négociations à Libreville sous l'égide de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) aboutissent à un accord de cessez-le-feu entre François Bozizé, l'opposition et la Séléka. Cet accord comprend la mise en place d'un gouvernement d'union nationale et des élections anticipées ainsi que le retrait de toutes les forces militaires étrangères du sol centrafricain à l'exception de la FOMAC (MAEE, 2013). A la suite de ces accords, F.Bozizé conserve son poste de Président et Nicolas Tiangaye, membre de l'opposition, est nommé chef du gouvernement.
- La campagne de la Séléka reprend toutefois rapidement et aboutit à la prise de Bangui, le 24 mars 2013. Les institutions sont dissoutes ; le président Bozizé fuit le pays pour se réfugier au Cameroun. Michel Djotodia, leader de la Séléka, s'autoproclame président et devient le premier dirigeant musulman du pays. Au lendemain de la prise de pouvoir il s'engage à se retirer suite à la tenue d'élections en 2016 (BBC, 2013). M.Djotodia est confirmé dans son rôle de Président lors d'une élection par « acclamation » le 13 avril 2013. Nicolas Tiangaye est confirmé au poste de Premier Ministre.
- La communauté internationale condamne initialement cette prise de pouvoir, et la RCA est suspendue de l'Union africaine (BBC, 2013). Le dialogue régional sur la transition politique en RCA se poursuit toutefois sous l'égide de la CEEAC (déclaration de N'Djamena le 18 avril) puis de l'UA, par le biais d'un groupe de liaison qui se réunit le 3 mai (Brazzaville), le 8 juillet (Addis Abbaba) et le 8 novembre (Bangui) (MAEE, 2013; Union africaine, 2013). Ces instances réaffirment le principe, posé par l'accord de Libreville du 11 janvier 2013, de la tenue d'élections démocratiques à l'issue d'une période de transition de 18 mois (Conseil de Sécurité, 2013).
- Par décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine le 18 juillet 2013, la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous Conduite Africaine (MISCA) prend, le 1^{er} août 2013, le relais de la MICOPAX, force régionale qui était sous contrôle de la CEEAC. La nouvelle force est placée sous l'égide de l'UA (Conseil de sécurité de l'ONU, 2013).

- Un Conseil national de transition (CNT), qui tient lieu d'organe législatif pour la durée de la transition, est créé le 18 avril 2013. Une charte constitutionnelle est promulguée le 18 juillet. Michel Djotodia est élu chef d'Etat de la transition par le Conseil national de transition, pour une durée de 18 mois, et prête serment le 18 août 2013 devant le Conseil constitutionnel de transition (MAEE, 2013).
- L'annonce par Michel Djotodia du désarmement et du baraquement des combattants Séléka le 13 septembre 2013 n'est pratiquement pas suivie d'effets concrets. Des éléments ex-Séléka poursuivent les attaques et les pillages contre les populations civiles (ACAPS, déc. 2013; Al Jazeera, 2013). Des milices d'autodéfense (« anti-Balaka ») sont réactivées pour combattre les Séléka et sont à leur tour auteurs de violences contre des populations civiles perçues comme ayant collaboré avec les Séléka, notamment les populations de confession musulmane (UNSG, 5 août 2013).
- Ce développement est suivi d'une intensification des attaques par les combattants de la Séléka. En septembre 2013, des attaques contre les civils à Bossangoa provoquent le déplacement de 35.000 à 40.000 personnes à Bossangoa, et la fuite de 170.000 personnes dans l'Ouham (OCHA, 2013).
- En novembre 2013, Adama Dieng, chargé de la prévention des génocides à l'ONU, met en garde la communauté internationale contre le risque de « génocide » en RCA (AFP, nov. 2013) – terme contesté par MSF (BBC, déc. 2013), mais repris par la diplomatie française lors de ses interventions à l'ONU en faveur du vote d'une résolution du Conseil de Sécurité (Libération, nov. 2013).
- Le 5 décembre, des groupes anti-Balaka attaquent les Séléka et des populations musulmanes faisant plusieurs centaines de morts. Cette attaque potentiellement coordonnée suite aux attaques des Séléka en zones dominées par l'ethnie Gbaya (notamment Bossangoa, fief de l'ancien président Bozizé), entraîne une campagne de représailles de la Séléka dès le lendemain faisant au moins 1.000 morts dans la capitale (ICG, 2014) ce qui précipite l'intervention militaire de la France. Le 6 décembre 2013, à Bossangoa, la Séléka, informée de l'attaque menée par des anti-Balaka à Bangui, ont riposté contre les populations chrétiennes de la ville, tuant des dizaines de personnes et entraînant des représailles de la part des anti-Balaka.
- Face à la détérioration de la situation humanitaire et la multiplication des affrontements armés, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote le 5 décembre 2013 la résolution 2127 (2013), qui confie un mandat de stabilisation d'une durée initiale de 12 mois à une mission africaine déjà présente, la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA). Le mandat confié à la MISCA porte sur la protection des civils, le rétablissement de la sécurité et l'ordre public, la stabilisation du pays, et la création des conditions propices à la fourniture d'une aide humanitaire aux populations qui en ont le besoin (Conseil de Sécurité des Nations Unies, déc. 2013).
- La résolution 2127 autorise le déploiement d'un contingent de l'armée française, l'opération « SANGARIS ». Elle démarre les 6 et 7 décembre 2013, avec l'arrivée à Bangui de 1.600 soldats français (AFP, 2014).
- Le 11 décembre 2013, la crise centrafricaine est classée « Level 3 Emergency » par le système des Nations Unies. Ceci entraîne une augmentation importante de personnel humanitaire de coordination à Bangui, et dans les mois qui suivent un déploiement progressif mais limité au Nord et Nord-Ouest de Bangui.
- Le 10 janvier 2014, lors d'un sommet sur la restauration de la paix en RCA se déroulant au Tchad et sous la pression de la communauté internationale, Michel Djotodia et son Premier Ministre démissionnent.
- Le 20 janvier 2014, Catherine Samba Panza, ancienne maire de Bangui, est élue Présidente de transition par les membres du Conseil National de Transition (CNT). Bien qu'il n'ait pas imposé de choix définitif quant à la sélection de la nouvelle chef de l'Etat, le G5 tel qu'il est surnommé à Bangui, (Nations Unies, Union Africaine, Union Européenne, France et Etats Unis) aurait influencé le processus (ICG, 2014).
- Suite à cette élection, le désarmement progressif des ex-Séléka prend place. Il s'accompagne d'un retour des combattants vers le Nord-Est et de pillages des populations sur leur chemin.
- Le 28 janvier 2014, le conseil de sécurité de l'ONU (résolution 2134), donne mandat à une force européenne de 500 hommes, l'EUFOR-RCA, qui ne sera déployée qu'à partir du 30 avril 2014, de soutenir les forces de SANGARIS et les soldats de la MISCA avec le même droit d'usage de la force. Un système de sanction à l'encontre des personnes faisant obstacle à la transition est également adopté.

- Le 03 avril 2014, le Tchad annonce le retrait de ses 800 hommes de la MISCA, accusées d'exactions et de collusions d'intérêt avec les ex-Séléka.
- Le 10 avril 2014, le Conseil de sécurité vote la résolution 2149 qui autorise le déploiement d'une force de maintien de la paix de près de 12.000 hommes, la MINUSCA, qui reprendra les responsabilités de la MISCA et appuiera les forces française et européenne.
- Le 26 avril 2014, une attaque d'ex Séléka contre l'hôpital de Boguila aboutit à l'assassinat de 16 personnes dont 3 membres de MSF et de 16 responsables locaux centrafricains.
- Le 09 mai 2014, un nouvel état-major dit des « forces républicaines » est rétabli par les ex-Séléka et s'installe à Bambari.
- Le 13 mai 2014, l'ONU prend des sanctions à l'encontre de Bozizé, Djotodia, Nourredine Adam et Abdoulaye Miskine.
- Le 22 mai des combats opposent des partisans de l'ex-Séléka aux forces de SANGARIS à Bambari provoquant le déplacement de population chrétiennes dans l'évêché. Des affrontements entre ex-Sélékas et anti-Balaka ont lieu tout au long du mois de juin (RFI, 2014)
- Le 25 mai 2014, 16 personnes sont tuées dans une église de la banlieue de Bangui. provoquant des manifestations dans toute la ville. Les violences entraînent le déplacement de plus de 21,000 personnes sur la capitale alors que les musulmans du PK5 demandent leur évacuation (RFI, mai 2014)
- Le 26 juin le sommet de l'Union Africaine fixe une feuille de route pour la RCA et confirme la confiance accordée à la présidente de transition.
- Le 7 juillet, la cathédrale Saint Joseph de Bambari, où se sont réfugiés 2500 personnes (CMP, 23 juin 2014), est attaquée par des combattants musulmans. La flambée de violence sur Bambari depuis la fin du mois de juin a entraîné le déplacement de plus de 21 000 personnes sur différents sites de la ville (OCHA, 1^{er} juillet 2014) ainsi que la mort de 27 personnes dont des femmes et des enfants (HCR, July 2014).

- Le 11 juillet une assemblée générale de la Séléka à Birao reconduit Michel Djotodia, secondé par Nourredine Adam, à la tête du mouvement alors que doit avoir lieu du 21 au 23 juillet, le sommet de Brazzaville où est attendu un cessez le feu entre anti-Balaka et Séléka.

Les enjeux régionaux et internationaux

Les intérêts de l'ancienne puissance coloniale française

- Avant l'indépendance, la RCA (anciennement Oubangui-Chari) a été un observatoire idéal des renseignements français sur les autres empires coloniaux. Pendant la guerre froide, le pays fut un centre important du dispositif militaire français et une base pour les interventions françaises en Afrique.
- Paris supporta la prise de pouvoir par Bokassa (1966), sa destitution (opération barracuda, 1979), puis supporta le coup d'état d'allié en la personne du général Kolingba (1981). En 2003, avec le soutien de la France, Bozizé renverse Patassé. Deux opérations militaires de la France viennent au secours du président en décembre puis en mars 2007.
- Le « partenariat défense » signé entre les deux pays en 2010 marque un tournant dans les relations entre les deux pays. Cependant, François Hollande décline la demande de soutien de François Bozizé en décembre 2012.
- L'absence de contrôle du territoire, l'islamisation du nord et du nord-est font de la RCA un terrain potentiel de l'islam radical et djihadiste. L'intervention SANGARIS en RCA s'inscrit donc dans le schéma français de lutte contre le terrorisme international.

La politique africaine de la Libye de Kadhafi

- La RCA a fait partie de la politique africaine de la Libye initiée par le colonel Kadhafi, cherchant à prendre le Tchad en tenaille et convoitant l'uranium centrafricain pour son programme nucléaire. Aussi joua-t-il le rapprochement avec Bangui lorsque la France se montra moins complaisante envers Bokassa Ier.
- Le Colonel Kadhafi soutint également Ange Félix Patassé, notamment en envoyant des troupes pour aider à la répression d'opposants en 2001-2002. Le Soudan participa également à cette opération. Si la chute de Kadhafi en 2012 a exclu la Libye de ce jeu d'influence, le Soudan et le Tchad demeurent très impliqués.

Le Tchad et les 2 Soudan

- La RCA ne contrôle pas suffisamment ses frontières et représente un sanctuaire pour les groupes armés (il en fut recensé jusqu'à 14 simultanément), comme pour les trafiquants ou les braconniers. Les factions armées l'utilisent comme base arrière pour tenter de renverser le président tchadien Idriss Déby (Front uni pour le changement en 2006, Front patriotique pour le rassemblement de Baba Laddé aujourd'hui, notamment).
- Ainsi le conflit du Darfour déborda sur la RCA entre 2005 et 2009. En mai 2009 après que le Tchad ait réussi à repousser les rebelles venus du Soudan, les deux pays s'accordèrent pour installer une force à Birao afin de sécuriser la province de Vakaga.
- Des factions tchadiennes hostiles au président Idriss Déby continuent d'avoir leurs bases en RCA, d'où elles menacent les champs de pétrole du Tchad. Elles font l'objet d'actions armées menées par N'Djamena.
- Les observateurs s'interrogent sur les éventuelles complicités tchadiennes avec la Séléka qui cherche à assurer la sécurité à sa frontière sud. Allié indispensable de la France dans la guerre contre l'islamisme au Mali, le Tchad s'est aussi positionné en protecteur des populations musulmanes centrafricaines.

L'inertie du Cameroun

Le président Paul Biya qui est au pouvoir depuis 1982, invoquant la non-ingérence, veut éviter de créer un précédent et se garde de prendre parti dans les querelles internes de ses voisins.

La déstabilisation venue de RDC

- L'instabilité de la République démocratique du Congo pèse également sur la RCA, dont le territoire sert de base arrière à plusieurs bandes armées venues de l'autre rive du fleuve Oubangui.
- Le chef de guerre congolais Jean-Pierre Bemba participa à la répression qui suivit l'échec de la tentative de putsch (mai 2001) du général Kolingba contre Ange-Félix Patassé. Les exactions commises alors et par la suite lui valurent d'être poursuivi devant la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Dimension intercommunautaire de la crise

- La tribalisation a commencé à gangrener le pouvoir dès les élections de 1981 et l'arrivée au pouvoir du général Kolimba. Durant sa présidence (1981-93), l'opposition se cristallise entre gens du Sud, « les riverains », et gens du Nord, les « savaniers ». Kolimba place les gens de son ethnie, les Yakoma, aux postes clefs.
- Environ 10% de la population de la RCA est de confession musulmane sunnite et parlent l'arabe, concentrés dans les régions du nord et sont reliés à l'espace saharo-sahélien, éloigné et marginalisé du reste du pays.
- Avant la crise de 2012 et la prise de pouvoir des ex-Séléka, des incidents répétés laissait présager une rancune anti-tchadienne et par amalgame antimusulmane : De 1996 à 1998, le contingent tchadien de la MISAB commit des massacres à Bangui. En 2003 les mercenaires zagawas tchadiens portèrent Bozizé au pouvoir et pillèrent Bangui pendant des mois. Les musulmans centrafricains semblèrent épargnés et furent souvent accusés de collaboration avec les tchadiens. En 2011, des violences aux aspects interconfessionnels à Bangui alimentèrent la perception de l'origine tchadienne des musulmans et du doute sur leur citoyenneté centrafricaine (Libération, Rebonds, 21/05/2014).
- En prenant le pouvoir, la Séléka, qui trouvait son origine dans un Est centrafricain abandonné à son sort, a perdu toute identité culturelle et régionale. Face à l'armée centrafricaine, la Séléka bénéficiait d'appuis financiers et logistiques du Tchad et du Soudan qui lui permirent d'enrôler de nombreux combattants étrangers, des mercenaires expérimentés des guerres du Tchad et du Soudan mais aussi des bandits coupeurs de route et des trafiquants (Libération, Rebonds, 21/05/2014).
- Entre décembre 2012 et décembre 2013, les attaques contre la population civile (majoritairement chrétienne) par les ex-Séléka (majoritairement musulmans) ont amplifié l'interprétation interconfessionnelle de la crise par les acteurs internationaux ainsi que nationaux (Conciliation Resources, 2013). A l'arrivée des Sélékas à Bangui en mars 2013, ils auraient communiqué en arabe en priorité avec les populations de confession musulmane, utilisant dans certains cas leurs maisons pour stocker le butin de leurs pillages (Alertnet, déc. 2013).

- Après l'échec de la démobilisation de la Séléka en septembre 2013, et la poursuite de leurs exactions à Bangui et sur l'ensemble du territoire, des milices d'autodéfense – *anti-Balakas*, majoritairement chrétiennes, ont procédé à des attaques contre les ex-Séléka mais également contre des civils musulmans soupçonnés d'avoir collaboré avec eux. Les nombreuses exactions commises tour à tour par les ex-Séléka et les anti-Balakas ont engendré des tensions communautaires fortes avec le ciblage presque systématique de communautés musulmanes à Bangui et dans l'Ouest du pays (ICG, juin 2014).
- Cette dynamique de contre-attaques et représailles a mené à la participation de plus en plus fréquente de simples civils dans des affrontements. Mais l'argument interconfessionnel et religieux est également considéré comme motivant des activités criminelles afin de s'appropriier et détruire les biens des musulmans (Libération, Rebonds, 21/05/2014). A Bangui, de nombreux jeunes désœuvrés qui ont commis des pillages dans le sillage de la Séléka ont par la suite gonflé les rangs des anti-Balaka (ICG, juin 2014).
- Les leaders religieux, tout comme des représentants de la communauté humanitaire, ont dans un premier temps tenté de tempérer les esprits. Ils ont dénoncé l'amalgame entre groupes armés et civils par leur supposée appartenance confessionnelle et appelé à l'apaisement (Caritas, août 2013); (RFI, jan. 2014); (OCHA, 2014). Cependant, devant l'aggravation du fossé interconfessionnel, certains se sont désengagés de cette tentative de conciliation.
- Malgré la transition politique et la prise de fonction de la présidente Samba-Panza le 20 janvier 2014, des civils musulmans ont continué à être tués (ICG, 2014). Des convois ont dû être organisés et escortés par les forces armées internationales pour évacuer des populations musulmanes de Bangui vers le Nord du pays, voir le Tchad (Le Figaro, 2014).
- Début avril 2014, le contingent tchadien de la MISCA quitte le pays, ce qui suscite l'inquiétude concernant le devenir des Centrafricains musulmans restant dans le pays. Fin avril, les derniers musulmans enclavés du PK12 étaient évacués vers le nord avec le support de l'OIM et du HCR. Fin juin il ne resterait que 3,000 musulmans à Bangui dans l'enclave du 3^{ème} arrondissement et son centre économique du Pk5 (RFI, 2014).

- Des évaluations sur Bangui, appuyées par des images satellitaires, montrent la destruction et le pillage systématique des maisons, commerces et mosquées des musulmans (HRW, 2014).
- L'intensification des clivages, l'insécurité généralisée sur le territoire et la faible visibilité des événements en brousse a amplifié les problèmes de sécurité liés à la transhumance, entraîné l'amalgame entre peuls tchadiens et Mbororos centrafricains, et créé une autre poche de conflits entre Anti-Balaka et Peuls centrafricains et tchadiens. Les populations civiles en sont les premières victimes car ciblées par chacune des parties. Les confrontations intercommunautaires pourraient à terme mener à une fracture du pays en deux zones, respectivement chrétienne et musulmane.

L'atomisation du conflit

L'absence de l'Etat

- Avant même les événements de décembre 2012, la RCA était décrite comme un Etat fantôme (ICG, 2007) ou un Etat improbable (Politique Africaine, mars 2012) caractérisé par plusieurs tendances: présidents exerçant le pouvoir en l'absence de tout contrôle, privatisation de l'emploi public à grande échelle dans les fonctions régaliennes et dans les services sociaux, institutions sans pouvoir, budget de l'état insuffisant à son fonctionnement, disparition de l'état de droit, absence d'investissement, clientélisme, déscolarisation, exploitation des ressources à un niveau artisanal.
- La capitale centralise la quasi-totalité des dépenses de l'Etat. Le pays n'a jamais eu les ressources pour entreprendre de grands projets de construction nationale. La Séléka a amplifié et porté à son paroxysme la mauvaise gouvernance des régimes précédents. Ses dirigeants ont pillé ce qui restait de l'Etat et fait main basse sur l'économie illicite du pays (ICG, juin 2014).
- L'est du pays quant à lui a vécu un isolement complet et un désintérêt du pouvoir central: prolongement des événements du Darfour en Vakaga et Haute Kotto, impunité des milices arabes Djandjawids, paupérisation liée à la sécheresse de la zone sahélienne, montée de l'islam radical, impunité des bandes armées, enclavement et absence de voie de communication avec le reste du pays. Le recours à des milices s'est généralisé et est devenu une pratique commune.

Criminalité et prédation des ressources

- La plupart des groupes armés sont nés de luttes pour l'accès aux ressources. Des exactions de miliciens ou des luttes entre ces groupes mènent à une escalade de la violence ou à la formation de mouvements citoyens d'auto-défense jusqu'à ce qu'un politicien revendique la paternité de ces forces marginalisées en les aidant à se structurer en un groupe rebelle.
- Les différents groupes armés pratiquent le trafic des ressources naturelles, et notamment le diamant dans les villages reculés de l'ouest du pays pour les anti-Balaka, alors que les ex-Séléka ont la main mise sur le commerce du diamant et sur les mines d'or artisanales de l'Est (Rapport du groupe d'experts sur la RCA, UN, 1^{er} juillet 2014).
- En recrudescence dans l'ensemble de l'Afrique centrale, le braconnage a particulièrement repris en RCA depuis la crise. Il s'agit d'une atteinte préoccupante à la sécurité des États de la sous-région car alimentant d'autres trafics : armes, drogue, ivoire.
- En juillet 2013, un document du Pentagone faisait état du risque de voir la RCA servir de base à des islamistes radicaux désireux de déstabiliser l'Afrique centrale. (Scac, octobre 2013).
- Les coupeurs de route (Zaraguinas) font également régner la terreur sur le nord du pays depuis le début des années 80. On y recense des soldats en vacance de leurs cantonnements, des déserteurs de garnisons du sud du Tchad, des soldats déflatés à la suite d'opérations de démobilisation, des soldats radiés pour indiscipline et vols, des rebelles déconnectés de toute branche politique. L'origine de ces soldats errants date de la guerre civile du Tchad en 1979. Ils sont issus de « combattants » d'Hissène Habré, d'Ahmat Acyl et d'Idriss Deby. À leurs côtés intervient un groupe Mbororo venus du Tchad. Les victimes Mbororos centrafricaines de ces Zaraguinas, alimentent parfois les rangs des coupeurs de routes, les jeunes désœuvrés décidant de rallier le camp des bourreaux (De Boeck supérieur, Afrique contemporaine 2011).

Des groupes armés incontrôlables et criminalisés

- La Séléka regroupait à l'origine cinq mouvements rebelles centrafricains et a recruté dans ses rangs des mercenaires et criminels, notamment Zaraguinas, venant du Tchad et du Darfour. Les combattants les plus aguerris de la Séléka

étaient les arabes Djandjawids qui mettent à sac le Darfour depuis des décennies, avec la passivité bienveillante du Soudan et les milices Zaghawa, l'ethnie du Président Idriss Déby. Ainsi le général Moussa Assimeh a rejoint les rangs de la Séléka. Soudanais formé dans les pays du golfe, il fut l'un des chefs Djandjawids du Darfour et est recherché par la CPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il organisa le saccage de Bangui après la prise de pouvoir de la Séléka avant d'être invité à rentrer dans son pays le 20 octobre 2013.

- L'anarchie a également encouragé des milliers de laissés pour-compte, de repris de justice et d'enfants des rues à rejoindre les rangs de la Séléka.
- Les anti-Balakas sont quant à eux composés de jeunes désœuvrés, de coupeurs de route, de paysans spoliés, d'anciens militaires des Forces armées nationales (FACAS), de ruraux non scolarisés et de miliciens COCORA pro-Bozizé (Scac 2014). Prendre les armes a été vu comme la possibilité de s'approprier des richesses, de bénéficier d'un hypothétique programme de DDR et d'une embauche dans l'armée ou l'administration.
- La fuite des ex-Sélékas, la profusion de l'armement et l'incapacité à organiser les anti-Balakas ont entraîné une atomisation incontrôlable du conflit sur l'ensemble du territoire. Les observateurs parlent aujourd'hui du risque de profusion à grande échelle de petits groupes armés criminels agissant selon le principe du gang. La « somalisation » de la Centrafrique est un terme fréquemment évoqué.
- La situation en RCA est extrêmement volatile et il existe peu d'informations fiables et à jour notamment s'agissant du contrôle du territoire. La sécurité du territoire est placée sous la responsabilité des forces internationales qui ne contrôlent qu'une portion du territoire. Le reste demeure sous le contrôle de groupes armés non étatique et seigneurs de guerre régionaux dont certains sont d'origine Soudanaise ou Tchadienne (ICG, 2014).

La question du pastoralisme

- Le pastoralisme et son intensification vers le sud à cause de la désertification est antérieure au conflit centrafricain de fin 2012. Depuis 20 ans, la transhumance provoque un regain saisonnier de tensions et de conflits récurrents, notamment à cause de la modification des itinéraires de transhumances qui est à l'origine de

confrontations meurtrières entre pasteurs peuls et villageois centrafricains sédentaires.

- L'armement des transhumants et l'amplification du phénomène des coupeurs de route nommés « Zaraguinas » sont également des facteurs de déstabilisation. Depuis le début de la crise ces tensions se sont dramatiquement aggravées.
- Aux rancœurs passées s'est ajouté l'amalgame aux ex-Séléka et la dimension interconfessionnelle. Les conflits entre anti-Balakas et Peuls sont quotidiens, violents et la ressource en viande que constitue les troupeaux attise la convoitise.
- La prochaine période de transhumance de Peuls venant du Nord et du Tchad, d'octobre à mai, fait craindre une continuité voire une intensification du conflit avec une recrudescence de l'armement et des confrontations entre les différentes parties. L'élevage est en effet la seconde économie du Tchad après le pétrole et dépend à 80% de la transhumance. L'attitude anti-peule et anti-arabe des anti-Balakas pourrait pousser le Tchad à accompagner les transhumants ou à les armer pour assurer leur sécurité.
- Un autre foyer de violence est lié à l'écosystème d'intérêt cynégétique du Nord Est de la RCA, supporté par le programme Ecofaune de l'Union européenne, et à ses effets pervers. Les pasteurs envahissant ces espaces, apportent des maladies et s'adonnent au braconnage. Les gardes ont été autorisés à abattre le bétail en infraction ce qui a provoqué des tensions importantes. De plus, beaucoup de gardes de parc formés et armés sont devenus des recrues potentielles pour la Séléka. D'autres ont rejoint les coupeurs de route.

Parties prenantes

Rapports de référence

- *State fragility in the Central African Republic: What prompted the 2013 coup?* (GSDRC, 2013)
- *Central African Republic : Priorities of the Transition* (ICG, 2013)
- *Le phénomène Zaraguina dans le nord du Cameroun (Afrique contemporaine, n°239, mars 2011)*
- *Les défis sécuritaires du pastoralisme* (ICG, 1er avril 2014)

Groupes armés non-étatiques nationaux

Au cours des dernières années, les auteurs d'exactions, s'ils sont souvent difficilement identifiables, ont pu être associés à une grande variété de groupes armés étatiques ou non-étatiques, incluant les groupes suivants :

• Ex-Séléka et Forces Républicaines

La coalition de la Séléka (« alliance » en Sango) a été officiellement formée en décembre 2012 et dissoute en septembre 2013, elle réunit des membres des groupes rebelles opposés à François Bozizé venant de la CPJP-fondamentale, l'UFDR, l'UFR, et la CPSK. Ses membres sont essentiellement des hommes jeunes de confession musulmane venant du Nord du pays. Il y a également des combattants étrangers (principalement du Tchad et du Soudan) et des enfants soldats parmi ses rangs ([HRW, 14 Novembre 2013](#)).

S'il est difficile de connaître le nombre exact de ses membres, plusieurs sources indiquent que la Séléka était composée de 25,000 combattants (5,000 combattants historiques venant du Nord Est du pays, 5,000 combattants étrangers principalement du Soudan et du Tchad et 15,000 personnes qui ont grossi les rangs de la Séléka lors de sa marche sur Bangui entre Décembre 2012 et Mars 2013). L'objectif affiché de la Séléka est une plus grande intégration politique et économique du Nord du pays.

- **Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR):** Ce mouvement (à majorité ethnique Goula) est une alliance de trois groupes armés du Nord du pays. Il a été créé à la suite de l'élection de F. Bozizé en 2005 avec à sa tête Michel Djotodia. L'UFDR est mieux entraîné et équipé que les autres groupes rebelles actifs en RCA ([Spittaels & Hilgert, 2009](#)).

- **Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP):** Le mouvement (à majorité Rounga) est dirigé par le général Nouredine Adam devenu numéro 2 de la Séléka. Nouredine Adam a été formé en Egypte et a longtemps été au service de Cheikh Zayed Ben Sultan, le fondateur des Emirats arabes unis. Son aile politique était dirigée par Charles Massi, ancien ministre sous A.F. Patassé et F. Bozizé, passé par la suite dans l'opposition et mort sous la torture en 2010.
- **Convention Patriotique pour la Sauvegarde du Kodro (CSPK):** Le groupe est dirigé par le Général auto-proclamé Mahamat Dhaffane (d'ethnie Goula), ancien Président de la Croix Rouge Centrafricaine.
- **Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC):** Le groupe rebelle a été créé en 2005 au centre nord du pays, près de Kabo (ICG, 2013) et est dirigé par Abdoulaye Miskine. Abdoulaye Miskine, Martin Koumtamadji de son vrai nom est à l'origine un proche de l'ancien président A.F. Patassé qui s'était rapproché de F. Bozizé avant de finalement se rallier à la Séléka le 21 décembre 2012. Le FDPC s'est cependant détaché de la Séléka en mars 2013. De nombreux accrochages ont eu lieu avec les ex-Séléka, notamment en avril 2013 quand Miskine fut blessé, et des incursions de membres du FDPC en RCA depuis le Cameroun sont régulièrement rapportées.
- **Alliance pour la Renaissance et la Refondation (A2R):** Ce groupe clandestin serait formé d'anciens officiers de la FACA. Il a rejoint la Séléka à la fin du mois de décembre 2012.
- **Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD):** Créé en 2005 à la suite de l'élection de F. Bozizé, le mouvement (à majorité Sara, Mboum et Manza-Banda) est basé au Nord-Ouest du pays et lutte pour la sécurité de la région. Certains de ces membres sont d'anciens gardes présidentiels de A.F. Patassé. L'APRD est dirigé par l'ancien ministre de la Défense, Jean-Jacques Demafouth.

Bien qu'officiellement dissoute en Septembre 2013, les membres de la Séléka continuent de commettre des exactions contre les populations civiles (incluant des exécutions extra judiciaires dont celles de civils, d'enfants et de blessés au sein des hôpitaux) (HRW, World Report 2014 ; OHCHR, 2014).

Suite à la dissolution des Séléka, des camps sont ouverts sur Bangui pour accueillir les combattants. En mai 2014, il resterait environ 2,600 combattants de l'ex Séléka répartis sur 3 camps: Béal, RDOT (environ 1,600 hommes) et BSS (RFI, juin 2014).

Le 9 mai 2014, des membres de l'ex-Séléka se réunissent à Ndélé et décident de rétablir un état-major dit des Forces Républicaines basé à Bambari. Ils désignent un nouveau chef militaire, Joseph Zoundeko. Originaire de l'extrême nord-est il a pendant longtemps été membre d'une patrouille anti-braconnage et est un proche de l'ancien président Djotodia. Son adjoint est un rebelle tchadien ayant participé au coup d'état de Bozizé en 2003. Visé par des sanctions onusiennes, Nouredine Adam n'est pas présent, mais son influence est palpable par le biais de ses proches (Jeune Afrique, 22 mai 2014).

Le 11 juillet 2014, une assemblée générale de la Séléka à Birao reconduit Michel Djotodia et son numéro 2, Nourredine Adam, à la tête du mouvement (RFI, juillet 2014).

- **Anti-Balaka** (anti-Balaka en sango signifie anti machette et dérive de « ANTI BALLE AKA (Kalachnikov) »): Il s'agit de groupes d'auto-défense composés en majorité de jeunes hommes non musulmans venant pour la plupart de milieux ruraux ayant subis les attaques des combattants de la Séléka (ICG, 2014).

Ces groupes sont organisés par région et on estime aujourd'hui le nombre de leurs membres à 35,000. Ils ont à l'origine été mis en place dans les années 1990 afin de lutter contre le banditisme au niveau local. Différentes tentatives d'organisation du mouvement anti-Balakas ont été initiées mais à ce jour aucune n'a abouti. Les milices anti-Balakas gardent une identité essentiellement géographique.

Courant 2013, ces milices d'autodéfense, équipées d'armes rudimentaires, s'organisent pour faire face aux exactions des Sélékas. Ils sont rejoints par des militaires de l'ex-armée centrafricaine, qui lutterait pour le retour au pouvoir de François Bozizé (IRIN, 2014). En décembre 2013 les anti-Balakas migrent vers les grandes villes et vers Bangui pour combattre les Sélékas. Leur action inclue des attaques coordonnées contre les membres réels ou présumés de la Séléka ou des civils musulmans. Le mouvement devient aussi rapidement prétexte pour certains criminels pour se livrer au pillage.

Le leader auto-proclamé des anti-Balaka est Patrice Edouard Ngaïssona, ancien Président de la Fédération de football et ex-Ministre de la jeunesse et des sports, proche de l'ancien président F. Bozizé. Cependant, il est établi que Patrice Edouard Ngaïssona a peu d'influence sur les groupes de combattants éparpillés sur le pays.

Une structuration des anti-Balakas en deux groupes a été initiée après la démission de Michel Djotodia en janvier 2013:

- Le Front de Résistance
- Les Combattants pour la Libération du Peuple Centrafricain. Ce mouvement dirigé par le général Richard Bejouane, ancien député proche de F. Bozizé, aurait des liens étroits avec le FROCA (Front pour le retour de l'Ordre Constitutionnel en Centrafrique), mouvement créé en France par F. Bozizé. Cette organisation n'existe plus dans les faits aujourd'hui.

Le 15 mai 2014, Sébastien Wénézoui déclare avoir été élu par les anti-Balakas comme leur nouveau porte-parole. Cette nomination a aussitôt été contestée par Patrice Edouard Ngaiïsona qui prononça l'exclusion de Sébastien Wénézoui du mouvement anti-Balaka ([RFI, mai 2014](#)). Le 20 juin 2014, les deux hommes semblent finalement trouver un accord, Sébastien Wénézoui acceptant la position de coordinateur national adjoint des anti-Balakas ([RFI, juin 2014](#)).

- **Révolution Justice (RJ):** Mouvement récent fondé en août 2013 et dirigé par le commandant Armel Sayo, ancien officier des FACA. Il est implanté dans l'Ouham Pendé depuis décembre 2013. La Révolution Justice s'est donné pour mission principale de combattre les ex-Séléka dits incontrôlés ainsi que les éléments du rebelle tchadien Baba Ladé en activité dans cette région ([radiondekeluka, mars 2014](#)).
- **Zaraguinas** ou coupeurs de route: Depuis plusieurs décennies la déliquescence de l'état centrafricain et de ses services de sécurité s'est accompagnée de l'émergence d'une criminalité liée à des groupes armés et des bandits sur la frontière de la RCA du Tchad et du Cameroun. Ce foyer, sans cesse réactivé en raison de la proximité du Tchad et des rébellions récurrentes contre le pouvoir à Bangui, essaime dans la partie occidentale de la RCA et à l'Est jusqu'à Bambari. Les incidents les plus sanglants portent souvent sur les communautés d'éleveurs transhumants. Toutefois, l'implication de Mbororos dans ces activités criminelles s'avère parfaitement établie. On compte parmi ces coupeurs de route des ex-combattants tchadiens, des bandits de grand chemin mais aussi d'anciens éleveurs ayant perdu leur troupeau et qui connaissent parfaitement les habitudes des transhumants (Afrique contemporaine, mars 2011).
- **Mbororos** ou Peuls de brousse: Ce sont des pasteurs de la zone sahélienne (Soudan, Tchad, Sénégal Nigeria) qui ont migré vers 1930 à la recherche de pâturage vers le Cameroun puis en Centrafrique, pays alors vide (4 hab/km²) et

herbeux. Les Mbororos vont s'intégrer et apprendre le Sango. La richesse produite par les Mbororos, est estimée en 1983 à 2,3 millions de têtes de bétail. Mais ces éleveurs vont être victimes de l'insécurité endémique venue du Tchad liée aux soldats désœuvrés et à la dissémination des armes légères mais aussi liée aux coups d'Etat successifs en RCA. La stratégie des Zaraguinas a évolué au fil du temps vers le kidnapping d'enfants Mbororos, puis d'aînés de lignage. Les rançons demandées, indexées sur la taille des troupeaux de la famille, vont conduire, sur presque deux décennies (1990-2007) à une décapitalisation et à une destruction des élevages Mbororos. Cela aura pour conséquence une fuite des éleveurs vers l'Est, pour les mieux organisés vers le Soudan et le nord du Congo, ou alors un retour vers le Cameroun, voire le Nigeria, à contre-courant des anciens couloirs de migration, et ce avec ou sans bétail. Les semi-sédentarisés ont fui au Cameroun massivement entre 2006 et 2007. Des Mbororos eux même vont intégrer des bandes criminelles. Il s'agit principalement de jeunes qui se radicalisent, tombent dans la délinquance, souvent vendent le troupeau du père à son insu et sont recrutés par des bandes (Afrique Contemporaine, mars 2011).

- **Transhumants peuls tchadiens (Mbarara) et arabe:** Le terme récent de Mbarara est utilisé pour les distinguer des Mbororos, et désigne les transhumants venant du Tchad. Avec l'évolution des parcours de transhumance et l'armement de ceux-ci, l'insécurité est aujourd'hui très liée au pastoralisme. La destruction des cultures a alimenté les conflits avec les populations sédentaires. Le profil des pasteurs a également évolué. S'y trouvent de nombreux peuls parlant foulfouldé et arabe mais aussi des arabes commerçants en bétail. Ces employés de grands propriétaires, dont des hauts gradés de l'armée tchadienne, équipés d'armes de guerre, transforment la migration en expédition quasi militaire afin de défendre cette manne financière (ICG, 2014).

Forces armées gouvernementales

- **Forces Armées Centrafricaines (FACA):** Les forces armées officielles, peu équipées et mal entraînées, ne comptaient en 2009 que 5,000 personnes parmi lesquelles seulement 1,500 étaient des soldats opérationnels ([Spittaels & Hilgert, 2009](#)). Plus de 75% des forces opérationnelles stationnent à Bangui. Avoir une armée nationale faible était une stratégie délibérée de F. Bozizé qui craignait qu'une armée forte et bien organisée ne représente une menace à son pouvoir ([ICG, 2013](#)). Selon HRW, les FACA se sont rendues coupables de nombreuses exactions contre les populations civiles ([HRW, 2007](#)).

- **Garde Présidentielle:** Le groupe comptait, lors de la présidence de F. Bozizé, 1,200 hommes sous l'autorité directe de ce dernier ([Spittaels & Hilgert, 2009](#)). Au vu de la transition politique en RCA, le devenir de cette force est incertain, certains membres seraient déjà partis vers le Congo Brazzaville, le Cameroun voire la RDC.

Groupes armés non-étatiques internationaux

Les frontières de la RCA sont poreuses et l'Etat demeure très peu présent en dehors de la capitale, ce qui a fait de la RCA une base arrière idéale pour de nombreux groupes rebelles de la sous-région.

- **Armée de Résistance du Seigneur (ARS ou LRA en anglais):** mouvement armé ougandais créé en 1987 et dirigé depuis lors par Joseph Kony. Chef de guerre visé par un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, Joseph Kony se dit également médium spirituel. Son objectif est d'instaurer en Ouganda un régime basé sur les 10 Commandements. L'ARS opérait à l'origine dans le Nord de l'Ouganda et est responsable de nombreuses exactions contre les populations civiles. Depuis qu'elle a été défaite en Ouganda fin 2008 par une opération soutenue par les Etats Unis (Lightning Thunder), l'ARS opère en RDC et en RCA et comptait en 2009 entre 600 et 700 combattants ([Spittaels & Hilgert, 2009](#)). Deux dirigeants de l'ARS visés par des mandats d'arrêt de la CPI, Dominic Ongwen et Okot Odhiambo, se cacheraient, selon l'armée ougandaise, dans des forêts reculées, autour des rivières Vovodo et Chinko en RCA avec environ 100 combattants divisés en petits groupes. Ces groupes détiennent par la force un nombre inconnu d'enfants et d'adultes kidnappés ([HRW, 2012](#)). Ces éléments de l'ARS présents dans le Sud Est et à l'Est de la RCA depuis 2008 se livrent à des attaques ponctuelles sur les populations de la zone. ([HRW, World Report 2014](#)).
- **Front Populaire pour le Redressement (FPR):** Ce mouvement rebelle tchadien est dirigé par le général auto proclamé Baba Laddé et vise à renverser le président tchadien Idriss Déby Itno et à fédérer les populations Peuls vivant dans plusieurs pays de la sous-région ([Jeune Afrique, 2011](#)). Ce mouvement opérait depuis la RCA et sa présence a entraîné l'intervention des troupes tchadiennes dans la zone en 2012. En septembre 2012, Baba Laddé s'est rendu aux autorités centrafricaines, il se trouve depuis au Tchad. Les combattants du FPR auraient rejoints le FDPC de Miskine.

Puissances régionales

Plusieurs armées nationales des pays voisins sont engagées sur le territoire de la RCA en dehors des opérations de maintien de la paix. Leurs objectifs ne sont pas toujours bien définis. Beaucoup d'observateurs soulignent que ces troupes combattent principalement pour leurs propres intérêts ou ceux de leurs pays respectifs ([ICG, 2013](#)) :

- **Ouganda :** le pays a des troupes déployées dans le Sud Est du pays dans le cadre de l'Initiative de Coopération Régionale contre l'ARS (ICR-LRA). Ces 600 à 800 soldats ougandais ([HRW, 2012](#)) sont en outre appuyés par des membres des forces spéciales américaines.
- **Tchad et Soudan :** En mai 2011, la RCA, le Tchad et le Soudan ont signé un accord de coopération militaire visant à la mise en place d'une force tripartite composée de membres des armées des trois pays. Basée au Soudan, cette force se déploie dans les trois pays dont le Nord Est de la RCA et a pour objectif d'améliorer la sécurité de cette zone transfrontalière. Le Tchad joue également un rôle sur la scène politique Centrafricaine depuis plusieurs années ([ICG, 2013](#)). Le coup d'état de F. Bozizé en 2003 a été préparé depuis le Tchad et avec le soutien des autorités tchadiennes. F. Bozizé disposait également de plusieurs éléments tchadiens dans sa garde présidentielle. Il a par la suite accusé le Tchad d'avoir soutenu la Séléka (AFP, avril 2013). En avril 2014, le Président tchadien Idriss Déby retire ses troupes de la MISCA accusées d'exactions et de collusions d'intérêt avec les ex-Séléka.

Forces de maintien de la paix

Différentes unités de plusieurs armées de pays de la sous-région sont dispersées à travers le territoire de la RCA. A cela s'ajoute la présence de plusieurs forces de maintien de la paix. Une partie de ces forces sont héritières des opérations de paix précédemment menées en RCA à travers notamment la MINURCAT (Mission des Nations Unies en RCA et au Tchad) dont le mandat de protection des civils et de promotion des droits de l'homme et de l'Etat de droit s'est exercé de septembre 2007 à décembre 2010 et l'EUFOR pour la RCA qui s'est déployée entre 2008 et 2009.

- **Mission Internationale de Soutien à la Centre Afrique (MISCA) :** Il s'agit d'une mission placée sous l'égide de l'Union Africaine (Conseil de paix et de Sécurité de l'UA, 19 juillet 2013). En janvier 2014 la MISCA comptait 4,000 hommes venant du Tchad, de la Guinée équatoriale, du Cameroun, du Congo, du Gabon,

du Burundi et du Rwanda. La MISCA a atteint en avril 2014 son effectif autorisé de 6,000 hommes. Cette mission fait suite à la Mission de Consolidation de la Paix en Centrafrique (MICOPAX) qui avait elle-même succédé à la Force Multinationale des États d'Afrique Centrale (FOMAC) en 2008, toutes deux placées sous l'égide de CEEAC.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté le 5 décembre 2013 ([UN News, déc. 2013](#)) la résolution 2127 (2013), qui confie un mandat de stabilisation à la MISCA. Ce mandat d'une durée initiale de 12 mois, consiste à protéger les civils, rétablir la sécurité et l'ordre public, stabiliser le pays, et créer les conditions propices à la fourniture d'une aide humanitaire aux populations qui en ont besoin. Selon la FIDH, de nombreux soldats au sein de la FOMAC (2002-2008) puis de la MICOPAX (2008-2013) ont été les auteurs d'exactions à l'encontre des populations civiles qu'elles étaient censées protéger. Des crimes sexuels ont notamment été rapportés ([FIDH, 2008](#)).

En décembre 2013, des coups de feu auraient été tirés entre contingents burundais et tchadiens de la MISCA, suite à la tentative de désarmement d'éléments de la Séléka par les troupes burundaises ([RFI, 2013](#)). Bien que démenti à la fois par le commandement tchadien et par le pouvoir centrafricain issu de la Séléka en place à ce moment-là, cet épisode reflète la position ambiguë du pouvoir tchadien et explique en partie la méfiance, voire la défiance d'une grande partie de la population vis à vis des troupes tchadiennes accusées de soutenir la Séléka. En outre le HCDH a rapporté que des membres de la Séléka, portant des brassards du contingent tchadien de la FOMAC, auraient attaqué des groupes armés anti-Balaka et tué des civils lors des violences du 5 et 6 décembre ([HCDC, 2014](#)).

Le 29 mars 2014, sans que les raisons aient été à ce jour complètement éclaircies, des éléments de la MISCA tchadienne arguant de se défendre contre une attaque Anti-Balakas, ouvrent le feu contre les civils à PK12. Ils tuent 24 personnes et en blessent plusieurs dizaines, dont des civils. Le 03 avril 2014, le Tchad annonce le retrait de ses troupes de la MISCA. Les dernières troupes tchadiennes quittent le pays officiellement le 12 avril 2014.

- **France - SANGARIS:** Ancienne puissance coloniale, la France qui dispose depuis plusieurs années d'un contingent en RCA a lancé le 6 décembre 2013 l'opération SANGARIS. Cette opération compte 1,600 soldats (majoritairement basés à Bangui) et doit venir en appui à la MISCA. Les forces françaises ont été autorisées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies à travers la [résolution 2127](#) placée sous le chapitre VII à prendre toutes les mesures nécessaires à la

réussite de sa mission. Le 14 février 2014 la France augmente son contingent de 400 soldats portant l'effectif total de SANGARIS à 2,000 hommes.

- **Union Européenne - Force de l'Union Européenne (EUFOR):** Le 20 janvier 2014 les Ministres des Affaires Etrangères de l'Union Européenne, dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune, ont approuvé la création de l'EUFOR pour la RCA, une mission conjointe de 600 hommes devant être déployée en février 2014 pour 6 mois sur Bangui et son aéroport. Après plusieurs mois de discussions les premières troupes européennes arrivent finalement à Bangui le 9 avril 2014 et le 30 avril elles relèvent officiellement les soldats de SANGARIS dans le contrôle de l'aéroport de Bangui. Fin mai 2014, cette force devrait comprendre 800 hommes dont des policiers et des gendarmes. La France en est le plus important contributeur avec près de la moitié des effectifs ([La Voix du Nord, mai 2014](#)).

Les Nations Unies

- **Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine (BINUCA):** Il a été créé par la [déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 7 avril 2009](#) et a pour objectif de coordonner les efforts de l'ONU en appui aux processus de réconciliation nationale, de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), et de réforme des secteurs de sécurité (SSR).
- **Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA).** Le 10 avril 2014, le conseil de sécurité par la résolution 2149 autorise le déploiement d'une force de maintien de la paix de près de 12,000 hommes, la MINUSCA, qui reprendra les responsabilités de la MISCA et appuiera les forces française et européenne. La MINUSCA doit en outre intégrer la BINUCA.

Puissances internationales

Etats Unis : Depuis la fin de l'année 2011, environ 100 agents des forces spéciales américaines sont déployés dans le Sud Est de la RCA en tant que conseillers militaires auprès des forces armées menant des opérations contre l'ARS. Ils sont basés à Djema et à Obo. [HRW](#) rapporte que ces soldats ont permis d'améliorer les relations entre les civils et les militaires, la coordination entre les armées des différents pays et le comportement des soldats ougandais, qui ont été précédemment accusés d'inconduite et d'agressions sexuelles. Les Etats Unis contribuent également au financement de la MISCA.

Profil des déplacements

Priorités

- Les déplacements de population sur le pays sont très dynamiques et rendent difficiles leur suivi. Il reste important de relever les difficultés liés à ces chiffres et le besoin toujours urgent d'améliorer la collecte de données pour disposer de chiffres fiables sur le nombre total de déplacés et la composition désagrégée par âge et sexe de cette population de PDIs.
- Il y a également un besoin important de distinguer les populations de PDIs et de connaître la situation des PDIs en famille d'accueil et les besoins des populations hôtes. Aucune évaluation n'a permis à ce jour de donner des informations fiables sur le nombre et les conditions de la population déplacés en famille d'accueil à Bangui (Suivi des évaluations, Acaps 2014).
- Il y a un manque de partage d'information sur les déplacements de population au niveau régional, notamment en ce qui concerne l'origine des réfugiés.

• Les chiffres communiqués dans cette section sont considéré peu fiables, principalement car la communauté internationale ne dispose pas d'évaluation concernant le nombre de PDIs en dehors de Bangui. Les variations des chiffres mentionnés ne sont dues qu'à la variation du nombre de PDIs dans Bangui. Le chiffre utilisé pour le nombre de PDIs en dehors de Bangui est de 425,000 personnes. Il est issu d'une estimation effectuée en 2013 et reprise lors du plan des 100 jours de décembre 2013. Vu l'évolution du contexte depuis cette date, ce chiffre ne peut révéler la réalité des déplacements de population sur la Centrafrique. Les dernières données collectées par le HCR et OCHA par enquête téléphonique révèlent un chiffre de 150,432 personnes. Mais ces données sont-elles même considérées par le HCR comme non fiables car issues d'une évaluation téléphonique incomplète d'une journée. Un nouveau recensement des PDIs hors Bangui se trouvant dans des sites identifiés est effectif depuis la fin du mois de juin. Ces chiffres ne comprenant pas notamment les populations déplacées en brousse et les populations en famille d'accueil, le chiffre de 425 000 PDIs hors Bangui continu à être exploité

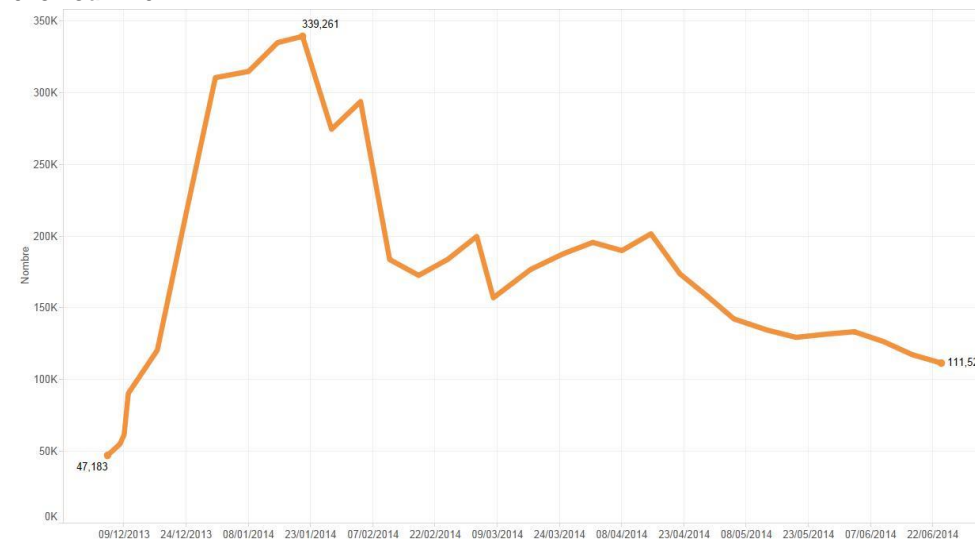
- Les **informations consolidées** sur les dynamiques du déplacement depuis décembre 2013 (durée, distance, conditions d'accueil) sont très inégales entre les différentes zones géographiques, et n'ont pas fait l'objet d'une analyse détaillée d'envergure nationale à ce jour. Seules les informations sur Bangui produites

depuis décembre 2013 par la Commission de Mouvements de Population (**CMP**) peuvent être exploitées.

Personnes déplacées internes (PDIs)

- Suite aux violences des 5-6 décembre 2013 à Bangui, suivies d'autres incidents en régions, on constate une augmentation marquée du nombre de déplacés internes: de 394,000 en septembre à 639,000 en décembre 2013 (**OCHA, déc. 2013**) et jusqu'à 900,000 en janvier (**OCHA, 2014**). Le nombre de déplacés internes atteint **838,000 personnes** en février 2014 (**CMP, 2014**). Ce nombre a baissé irrégulièrement jusque début mars 2014 où on constate une légère augmentation du nombre de déplacés jusqu'à mi-avril. Ceci a été la conséquence d'une reprise importante de l'insécurité et des combats sur Bangui. La CMP comptabilise **530,302 PDIs** dans le pays dont **105,302** à Bangui (CMP, 8 juillet 2014) et **95,000** personnes sur 58 sites hors Bangui (CMP, 23 juin 2014). Le plus grand site de déplacés, le camp de l'aéroport d'Mpoko à Bangui, accueille environ 37,400 personnes.

Evolution du nombre de déplacés dans les sites de déplacements de Bangui, Déc. 2013 - Juin 2014



Source : CMP, juin 2014

- Les dynamiques de déplacement connues s'articulent autour de trois axes (MIRA, jan 2014) :
 - Fuite et installation en brousse ou dans la forêt, dans des conditions insalubres et précaires
 - Fuite puis rassemblement sur des sites de déplacement, souvent à proximité de communautés hôtes
 - Fuite et hébergement chez d'autres membres de la famille ou chez des proches
- Une partie des déplacements s'effectue selon un cycle quotidien/pendulaire :
 - A Bangui : nuit passée dans les lieux de refuge, journée passée en zone urbaine et/ou sur le lieu de résidence (OCHA, décembre 2013)
 - En zones rurales et péri-urbaines: journée passée en zone urbaine, nuit passée en brousse (MIRA, jan 2014).
- A Bangui, plus de 97% des PDI déclarent se déplacer à cause de l'insécurité et 11% d'entre eux ont déjà vécu dans plus d'un site de déplacés, ce qui renforce les difficultés de suivi (IOM 2014).
- Hors Bangui, les zones principales de déplacement sont les routes et les zones autour de Berberati, Bossangoa, Bouar et Paoua (CMP, juin 2014).
- Les violences de juin et juillet à Bambari ont entraîné le déplacement de plus de 28 500 personnes dans les sites de l'Evêché (12,000 PDI), de Notre Dame de la Victoire (10,000 PDI) et sur les bases de la MISCA (4,000 PDI) et de SANGARIS (2,574 PDI).
- Diverses évaluations indiquent que les populations déplacées ont des besoins spécifiques (Intention de retour des déplacés, IOM, avril 2014) :

Besoins humanitaires des personnes déplacées internes (PDI)

Protection : Les populations à risque sont particulièrement exposées et se trouvent dans une situation de danger immédiat pour leur vie. De manière générale, vu le contexte centrafricain et sa volatilité, les déplacés sont potentiellement dans une situation d'insécurité. A titre d'exemple les incidents dans le camp de Mpoko. La sécurité est le deuxième besoin exprimé par les populations sur Bangui.

Santé : Les PDI réfugiées en brousse n'ont aucun accès à l'aide humanitaire, et en raison du manque d'hygiène et des conditions précaires, sont surexposées aux risques infectieux (CICR, nov. 2013). A Bangui ce secteur n'est mentionné comme prioritaire que par 2% des PDI (Intention de retour des déplacés, IOM, juin 2014).

Abris & non-vivres: Hors sécurité, c'est le secteur prioritaire mentionné par les déplacés à Bangui (IOM, juin 2014). Ce besoin est lié aux pillages et destructions des habitations des gens qui ont fui. La destruction des habitations est un phénomène massif. Les maisons des musulmans à Bangui ont systématiquement été détruites. En province toutes les communautés en sont victimes et bien que les chiffres exacts ne soient pas connus le phénomène semble généralisé. Certaines évaluations montrent que des villages ont été entièrement rasés (HCR, 2014).

Emploi & moyens de subsistance: Près de 92% des PDI interrogés sur Bangui mentionnent avoir perdu leur activité et leur source de revenu. 32% pensent ne pas pouvoir la récupérer après leur retour chez eux (IOM, juin 2014). Bien que les données ne soient pas disponibles, les personnes déplacées en province d'origine principalement paysanne risquent de se retrouver dans une situation similaire, leurs terres ayant été abandonnées, les stocks volés et leurs outils de travail pillés.

Nourriture : La nourriture n'est pas mentionnée dans les premières priorités des PDI à Bangui (IOM, juin 2014). Cela est certainement dû à une facilité d'accès aux biens alimentaires. Par contre l'effondrement des résultats de la prochaine saison agricole peut faire craindre une détérioration de la sécurité alimentaire des populations rurales et une augmentation généralisée de la malnutrition. Ceci sera probablement aggravé par la saison des pluies et la détérioration générale de la situation sanitaire des populations dans leur ensemble.

Retournés

- Les informations concernant les retours sur la province sont faibles et parcellaires. Elles sont rendues difficiles par les mouvements constants de population.
- Le nombre de déplacés sur Bangui est à la baisse. Les préfectures où sont enregistrées le plus d'intentions de retour en juin sont Bangui (52%) et Ombella M'Poko (42%) (Intention de retour des déplacés, IOM, juin 2014). En mai 2014 les principales villes de retour étaient Bangui (37%), Bégoua (12%), Bimbo (9%) et Bambari (3%). Pour Bangui les arrondissements sont les 3^{ème} (47%), 5^{ème} (20%) et 6^{ème} (19%) (Intention de retour des déplacés, IOM, mai 2014).
- 56% des PDIs de Bangui disent vouloir retourner sur leur lieu d'origine et 8% veulent se réinstaller dans un autre endroit de RCA. 30 % des PDIs disent ne pas vouloir retourner chez eux pour continuer à bénéficier de l'aide humanitaire (IOM, juin 2014). Les intentions de retour sont en baisse depuis le début de l'année mais cela doit être vu au regard de la diminution progressive du nombre de déplacés et du fait que les PDIs restant sont ceux dont les conditions de retour sont les plus difficiles. Le problème majoritaire déclaré du retour est le pillage des biens (74%), l'absence d'autorités (68%) et l'absence de moyens financiers (66%) suivis par l'insécurité (66%) et la destruction de l'habitat (47%) (IOM, juin 2014).
- L'absence de tirs la nuit (87%), la présence de forces de sécurité (82%) et le retour de l'état de droit et de la sécurité (65%) restent les conditions prioritaires exprimées du retour (IOM, juin 2014).
- De manière générale, il apparaît nécessaire de programmer des évaluations multisectorielles sur les zones de retour afin d'assurer la programmation de l'aide aux populations retournées ainsi qu'aux populations non-déplacées le cas échéant.

Réfugiés en Centrafrique, migrants et rapatriés

- A partir du 20 décembre 2013, le rapatriement de ressortissants tchadiens a été organisé par le gouvernement tchadien en raison de craintes pour leur sécurité en RCA (IOM, déc. 2013).
- Au 3 mai 2014 et depuis le début de la crise, 187,251 personnes de nationalités étrangères ont été évacuées de Centrafrique vers leur pays d'origine dont 11,801 par l'OIM (IOM, 2014).

- 52% des rapatriés sont tchadiens (97,427 personnes) et 44% camerounais (83,137 personnes). Le reste est d'origine de pays sahéliens, d'Afrique de l'ouest et central. (IOM, 2014).
- Certains ressortissants africains (binationaux) ont été évacués ou ont quitté leur lieu de vie d'origine en raison de la crise et se sont installés dans le Nord Est de la RCA. Très peu d'informations existent concernant leur lieu d'origine et de déplacement et en règle générale de leurs besoins humanitaires.
- Il y avait environ **17,000 réfugiés étrangers en RCA** avant la crise, auxquels se sont ajoutées 3,600 personnes depuis. Il s'agit de personnes ayant fui le Soudan, la RDC, le Congo et le Tchad (UNHCR, 30/06/13). Ces réfugiés recensés se trouvaient principalement dans les localités ou préfectures de **Bambari, Batalimo, Mboki, Obo, Vakaga, Zemio et Bangui**.
- Fin mai 2014, il y avait 10,667 réfugiés et demandeurs d'asiles en Centrafrique soit 9,669 de moins qu'en février 2014.

Réfugiés centrafricains

- Selon le HCR, avant la crise de 2012-2013, il y avait 161,000 réfugiés centrafricains dans les pays limitrophes: 92.000 au Cameroun, 65,000 au Tchad, 2,000 en RDC, 2,000 au Soudan du Sud (UNHCR, 30/06/13).
- Au 11 juillet 2014, 387,710 personnes se sont réfugiées dans les pays avoisinants dont (HCR, juin 2014):

PAYS VOISIN	ARRIVEES AVANT LE	ARRIVES APRES LE 1 ^{ER}	TOTAL
	1 ^{ER} DECEMBRE 2013	DECEMBRE 2013	
Cameroun	97,370	118,800	216,170
Tchad	79,000	14,175	93,175
République Démocratique du Congo	47,915	13,057	60,972
République du Congo	10,084	7,309	17,393
Total	234,369	153,341	387,710

Source UNHCR, 2014

- Au Cameroun, l'insécurité qui prévaut sur l'Est notamment avec l'incursion d'anti-Balaka pousse le HCR à déplacer les réfugiés dans des zones plus sécurisées. Un total de 39,695 personnes ont été relocalisés sur 6 sites: Gado, Lolo, Mbilé, Timangolo, Yokadouma dans la région de l'Est et Borgop dans la région de l'Adamawa. Les réfugiés disent fuir les attaques anti-Balaka et que beaucoup d'entre eux se cachent encore en brousse, cherchant des routes sécurisées pour le Tchad et le Cameroun (UNHCR, juin 2014).
- Le gouvernement tchadien a considéré les centrafricains d'origine tchadienne vivant en RCA depuis 2 à 3 générations comme tchadien de fait. Le problème des pièces d'identité n'a pas encore été résolu. Mi-mai 2014, le président Tchadien Idriss Déby a évoqué son intention de fermer sa frontière aux non tchadiens pour lutter contre l'insécurité et tant que la crise en RCA n'était pas résolue. Bien que la frontière soit officiellement fermée, aucun refoulement n'a été signalé avant le 3 juin où des centrafricains et des tchadiens sans papier d'identité ont été refoulés à Sido (UNHCR, *external regional update* n°20, 20 juin 2014).

Impact de la crise sur les populations

A ce jour il est impossible de savoir combien le conflit a fait de victimes et de blessés. Les informations sont parcellaires et il n'y a pas de centralisation de cette information. Certains chiffres sont disponibles sur Bangui alors qu'ils n'existent pas sur la province ou du moins de manière représentative. Il semble avéré que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été commis par les anti-Balaka comme par les ex-Séléka

- Les rapports journaliers d'UNDSS du 1^{er} décembre 2013 au 06 mai 2014 listent 615 incidents de sécurité ayant fait 1,479 morts dont au moins 35 femmes et 29 enfants, 377 blessés et 135 enlèvements.
- Les incidents de sécurité recensés par UNDSS montrent de manière globale une augmentation continue des incidents avec un pic au mois de mars. L'est du pays ne recense pas beaucoup d'incidents mais l'information y est plus difficilement accessible. Les rapports journaliers d'UNDSS recensent 38% des incidents sur Bangui mais cela doit être tempéré par le peu d'informations disponibles sur la province.

- Du 5 décembre 2013 au 25 Mai 2014, la Croix rouge Centrafricaine a recensé sur Bangui 1,444 morts et a soigné 1,173 blessés dus à la crise. MSF sur le pays a pris en charge 1,616 blessés par violences en consultation et 1,780 en hospitalisation. De janvier à fin mai 2014, le CICR a pris en charge à l'hôpital communautaire de Bangui 522 blessés liés aux violences.

Protection

Priorités

- Centralisation et recensement des incidents afin de connaître l'impact global de la crise, permettre la protection et l'assistance aux populations affectées.
- Les incidents fréquents dont sont victimes les déplacés dans les camps impliquent un besoin de sécurisation et de protection.
- La présence humanitaire est essentielle à la protection des populations. Bien que les populations de l'ouest soient les plus nombreuses et donc que l'impact de la crise y soit majeur, l'est du pays reste amplement négligé.
- Le sentiment d'impunité est favorisé par l'absence d'un système judiciaire et pénitentiaire fonctionnel.
- Les anciens mécanismes de gestion de conflit qui existaient avant la crise – Commission Justice et Paix, Conseil des Sages, Barza, Tribunal de Mairie – ne sont actuellement plus fonctionnels. La principale faiblesse des mécanismes mis en place par les organisations internationales se situent au niveau de l'absence de structure mixte où seraient représentées toutes les confessions.
- La reconstitution des archives (état civil) et la question foncière liée aux titres de propriété sont également cruciales au retour des populations et à la réconciliation.

Documents de référence

- *None of us are safe* (Amnesty International, déc. 2013)
- *They came to kill* (Human Rights Watch, déc. 2013)
- *Central African Republic: New displacement due to ongoing conflict and banditry* (IDMC, 2010)
- *République centrafricaine. Déjà vu: D(é)s accords de paix au détriment des victimes* (FIDH, 2008)
- *Armed violence reduction assessment* (DRC, Oct. 13)
- *Reconstruisons ensemble pour la coexistence pacifique* (SCG, avril 2014)
- *Lignes directrices ETAPES* (sous cluster protection de l'enfance, 2014)
- *Documentation cluster protection* (évaluations, dashboard, bases de données...)

une nouvelle nomenclature avec la création du statut de population à risque. Une « communauté à risque » est un groupe de civils se trouvant dans une zone géographique bien définie, dont la vie ou l'intégrité physique fait face à de sérieux risques en raison de l'un ou d'une combinaison des facteurs suivants (Cluster protection 2014): personne privés de leur liberté de mouvement; impact direct de la violence; accès à l'aide humanitaire limité ou restreint

- Au 15 juillet 2014, 14,460 personnes sont considérés comme à risque sur 7 communes sur la RCA par le Cluster protection. Ces populations, de confessions variées, sont enclavées sur leurs lieux de résidence ou déplacés dans des lieux communautaires (mosquées, paroisses...), ou en brousse.
- Au 15 juillet 2014, il reste approximativement 5,000 musulmans enclavée et considérés à très haut risque au Pk5 dans le 3^{ème} arrondissement dont des déplacés à la mosquée centrale (Cluster protection 2014). Une évaluation rapide de protection a montré qu'une majorité de cette population déclare vouloir trouver refuge au Tchad, une autre partie souhaite rester et un troisième groupe est indécis. Les demandes de relocalisation ont augmenté en intensité depuis la relocalisation de PK12 et les violences du weekend du 17 Mai et du 25 au 30 mai 2014 (cluster protection 2014). L'estimation de la population musulmane avant la crise est d'au moins 60.000 personnes (RFI, 2014). Ces musulmans subissent les attaques régulières de personnes externes au 3eme arrondissement. Néanmoins la cohabitation entre chrétiens et musulmans du 3ème arrondissement reste pacifique (cluster protection, 21 mai 2014).
- Boda abrite la plus grande communauté considérée à très grand risque avec 6,000 personnes. Plusieurs sites sont disséminés sur Boda. La population musulmane est coincée sur un petit périmètre au centre de Boda et ne peut pas quitter la ville. Des attaques fréquentes des Anti-Balakas ont lieu contre la population musulmane et la communauté congolaise. Fin mai 2014, 70 % de la communauté musulmane disait vouloir rester. (cluster protection, 21 mai 2014).
- Parmi les autres localités où des populations a risque ont été enregistrées, on dénotait en Juillet 2014 (cluster protection, 25 juin et 15 juillet 2014) :
 - 480 peulhs originaires de Gaga et des environs, amenés de force par des anti-Balakas à Yaloké le 29 avril 2014. Les peulhs seraient originaires de Mbaiki et Boda.
 - 100 personnes encerclées à Berberati par les anti-Balakas qui n'ont pas de liberté de mouvement.

- Environ 570 personnes provenant des localités environnantes de Carnot qui sont réfugiés dans le site de l'évêché de Carnot centre. Néanmoins la présence MISCA dissuade toute attaque sur le site.
- A Bouar c'est tout un quartier de Haoussa, soit 2,000 personnes, qui est enclavé malgré la présence de la MISCA et de SANGARIS
- 310 personnes se sont déplacées de Bohong vers Bocaranga suite à des destructions de maisons sur la localité par les ex-Séléka.

Santé et nutrition

Priorités

- Le système de santé en RCA était déjà quasi inexistant, s'étant totalement effondré durant l'année 2013. Aujourd'hui les seules structures fonctionnelles sont celles soutenues par l'aide internationale (MSF, CICR et autres ONG) ainsi que par l'église. Seuls 70 médecins du Ministère de la santé travaillaient en septembre 2013, dont 2 à l'extérieur de Bangui.
- Le système de santé étatique ne couvre actuellement qu'une partie minime du territoire et de la population. La couverture et l'accès aux services de santé est également rendu difficile à cause de la distance et des contraintes logistiques et sécuritaires
- Le paludisme, les maladies respiratoires, et les maladies hydriques, sont les principales causes de consultation ainsi que de mortalité.
- Le système d'approvisionnement en médicaments et en intrants est défaillant sur le pays.
- La situation pré-crise avait déjà dépassé les seuils d'urgence pour plusieurs indicateurs de santé: une espérance de vie de 49 ans, des taux de mortalité infantile et maternelle parmi les plus élevés au monde, une couverture vaccinale inférieure à 10% et seulement 3% d'accouchements assistés par des médecins.
- Recrudescence d'épidémies des maladies évitables par la vaccination, avec une réponse coordonnée en cours de mise en place de la coopération internationale, des ONG et des agences onusiennes.
- La malnutrition est en augmentation sur le pays. La période de soudure précoce et les faibles résultats de la saison agricole à venir font craindre une détérioration continue de la situation.
- Le peu de données existantes concernant le secteur santé sont, pour la plupart, peu fiables.

Documents de référence

- *Conflict and humanitarian crisis in the Central African Republic (OMS, déc. 2013)*
- *Central African Republic: Abandoned to its fate? (MSF, juil. 2013)*
- *Central African Republic: A state of silent crisis (Médecins sans frontières, 2011)*
- *République centrafricaine – Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS, 2010)*
- *Impact de la crise humanitaire sur l'offre des services de prévention du VIH (Onusida, avril 2014)*
- *Documentation cluster santé (évaluation, dashboard, bases de données...)*

- La crise de décembre 2013 aggrave une situation sanitaire déjà désastreuse, dans un contexte d'effondrement du système de santé durant l'année 2013.
- Le rapport MIRA estimait la baisse du nombre de structures fonctionnelles à 37% dans les zones rurales du Nord-Ouest, et à 50% à Bangui (MIRA, jan 2014). Au 10 juin, selon OCHA, 67% de la population ciblée par le plan de réponse humanitaire dans le secteur de la santé n'avait pas eu accès à des soins de santé.
- En décembre 2013, 80 % du personnel médical aurait fui et 90% des structures médicales étaient en rupture de stocks de médicaments. Selon l'analyse de situation d'OCHA en décembre 2013, le système de santé ne couvrait plus que 10 à 20% de la population (OCHA, déc. 2013).
- Les données disponibles au 28 avril 2014 au travers du système d'alerte précoce indiquent toujours le paludisme (37%), les maladies diarrhéiques (9%) et les infections respiratoires aiguës (9%) comme les 3 premières causes de morbidité. En avril 2014, le cluster santé indiquait une augmentation de la tendance proportionnelle du paludisme. Ceci est confirmé par MSF et notamment à Bossangoa où le nombre de consultation pour paludisme de l'ONG a plus que triplé passant en mai à 6 507 consultations dont 65 % d'enfants de moins de 5 ans. Elles représentent 81 % des consultations dans l'Ouaka (CAR public update, MSF, juin 2014).
- Le **risque épidémique** serait considérablement accru depuis début décembre 2013, particulièrement dans les camps de déplacés où les mauvaises conditions d'hygiène et la surpopulation favorisent la transmission des maladies infectieuses (Triangle GH, nov. 2013 ; IFRC, mai 2013, MIRA, jan 2014). Le risque d'épidémie

de choléra dans les sous-préfectures de Bocaranga, Paoua et Ngaoundaye (dans la région Ouest du pays) est plus élevé du fait de la proximité et des rapports commerciaux entretenus avec le district de santé de Touboro. (Cameroun) où sévit une épidémie de choléra. Entre le 19 et le 28 mars 2014, 9 cas de choléra ayant entraîné la mort de 4 personnes y ont été enregistrés (cluster WASH, 2014).

- Une flambée épidémique de rougeole a eu lieu en avril 2014 dans l'ouest du pays notamment à Carnot (138 cas depuis mars 2014) et Berberati (14 cas). Cette épidémie survient dans un contexte de couverture vaccinale anti-rougeoleuse de routine très basse (inférieure à 70%) au cours des cinq dernières années (cluster santé, 2014).
- La crise a aggravé l'occurrence du VIH notamment à cause des déplacements massifs, des séparations familiales volontaires ou forcées, le viol, du faible accès au vivre et au moyen de survie ayant poussé au commerce sexuel. 4,129 patients sous ARV auraient été perdus de vue depuis décembre 2013 (*Impact de la crise sur l'offre des services de prévention du VIH, des soins et de traitement ARC en RCA, Onusida 2014*).
- La malnutrition aigüe sévère figure parmi les 5 premières causes de mortalité des enfants de moins de 5 ans. Au niveau national, les admissions UNT/UNTA sont en nette augmentation par rapport à celles de la même période en 2013. En janvier 2014, l'unité de stabilisation nutritionnelle du Complexe Pédiatrique de Bangui a enregistré une augmentation des admissions des cas de MAS avec complications médicales de 62% en comparaison aux cas admis en janvier 2013 (Cluster nutrition, avril 2014). Le cluster santé rapporte que 28,000 enfants souffriront de malnutrition aigüe sévère en 2014, et 75,000 de malnutrition aigüe modérée (OCHA, 17 juin 2014).

Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Priorités

- En mars 2014, le cluster sécurité alimentaire considérait que 1,25 million de personnes nécessitaient une assistance humanitaire.
- Bien que la pénurie alimentaire sur Bangui n'ait pas eu lieu, on constate un changement de tendance allant vers une inflation des prix. La diminution des stocks et des résultats potentiellement désastreux de la saison agricole 2014 laisse craindre une aggravation de l'accès aux biens alimentaires et

l'augmentation de la malnutrition.

- La disponibilité de données désagrégées sur la Sécurité Alimentaire (par zone géographique, urbain/rural, par groupe socio-économique de population) est très insuffisante.
- Les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute Kotto, Sangha Mbaéré et Vakaga n'ont pu être évalués faute d'informations suffisantes dans l'IPC d'avril/mai 2014.
- La mauvaise saison agricole 2013 a entraîné une période de soudure précoce et fait craindre de nouvelles difficultés sur la saison agricole 2014.
- Si la situation sécuritaire ne s'améliore pas, la perturbation des échanges commerciaux notamment en provenance du Tchad auront un impact sur l'approvisionnement de la RCA en ressources agricoles vivrières notamment l'arachide, le maïs, le sorgho, le riz, les légumineuses mais aussi l'huile et les oignons. L'impact sur la filière viande sur pied vers la RCA, le Cameroun et les deux Congo sera également important.
- L'impact de la perturbation des flux de transhumances sera à prendre en compte quant à l'approvisionnement en viande du pays et notamment des zones urbaines ainsi que de certains pays limitrophes. La filière viande était une source importante de revenus en RCA.
- Le début de la transhumance notamment des éleveurs tchadiens et la dégradation de la sécurité liée fait craindre un impact important sur la production agricole par la destruction des champs et des affrontements plus importants entre pasteurs nomades et cultivateurs sédentaires.

Documents de référence

- *Bulletin d'information Bangui n°5, avril 2014 (ACF, 2014)*
- *Enquête et analyse économique des ménages et opérateurs économiques à Bangui et à Bimbo (PNUD, avril/mai 2014).*
- *Plan d'action 2014 (cluster sécurité alimentaire, mars 2014)*
- *Rapport IPC insécurité alimentaire (avril/mai 2014)*
- *République centrafricaine: Violence, déplacements et insécurité alimentaire (PAM, déc. 2013)*
- *Documentation cluster sécurité alimentaire et moyen d'existence (évaluation, dashboard, bases de données...)*
- L'agriculture est la principale voire l'unique source de revenu pour 70 % de la population en RCA. L'insécurité et les mouvements massifs de population ont eu un impact catastrophique sur la sécurité alimentaire des populations. Les

populations ont massivement dû abandonner leurs champs au cours de la saison agricole. Une grande part de la production de 2013 a été perdue. Ceci s'est accompagné du pillage des stocks de nourriture, de vol et d'abattage du bétail, de la perte des biens de production et de difficultés d'accès aux marchés (cluster sécurité alimentaire, 2014). Les communautés à risque et les déplacés sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire.

- La mise à jour de l'IPC en avril 2014 indique que le nombre de personnes situées en phase humanitaire aurait quasiment doublé depuis novembre 2013 avec environ 1,700,000 personnes en phase 3 (crise) et 4 (urgence) soit 45% de la population rurale. Selon l'IPC, l'Ouham et l'Ouham Pendé sont les régions les plus touchées par la crise alimentaire.
- L'effondrement des institutions d'Etat a eu pour conséquence l'arrêt du paiement des salaires de nombreux fonctionnaires. Les salaires n'ont plus été versés aux fonctionnaires depuis septembre 2013. Le 10 mars 2014 les fonctionnaires recevaient un premier mois d'arriéré de salaire. En mai 2014 ils recevaient deux mois de plus.
- La dégradation des moyens d'existence en zone rurale comme en zone urbaine a augmenté la **dépendance des ménages au marché** pour couvrir leurs besoins alimentaires ([PAM/FAO](#)). L'accès physique au marché a été fortement affecté par les affrontements armés et par la restriction des mouvements.
- Les musulmans représentaient la communauté la plus active en termes de commerce. Leur déplacement ou départ du pays a créé un vide important et un ralentissement de l'activité économique. Une grande partie du marché de PK5 dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui, le plus grand du pays, est aujourd'hui fermé.
- De janvier à mars 2014 il a été constaté de manière générale un approvisionnement correct des marchés et des prix fluctuants avec une tendance à la hausse sans que celle-ci ait été jugé alarmante sur la période. A partir d'avril, il est constaté un renversement de tendance, une dégradation des moyens d'accès à la route du Tchad et une augmentation des prix des produits vivriers.
- La ville de Bangui dépend des échanges avec les voisins et principalement le Tchad et le Cameroun. L'axe vers le Cameroun reste ouvert car sécurisé par

SANGARIS et la MISCA mais l'axe du Tchad est perturbé par les affrontements entre anti-Balakas et ex-Séléka (ACF, 2014). La sécurisation de l'axe vers le Cameroun par la MISCA et SANGARIS a permis l'approvisionnement en biens manufacturés, mais la détérioration des conditions de sécurité au Nord et donc sur l'axe pour le Tchad entraîne une augmentation des prix des denrées vivrières.

- La hausse des prix a surtout concerné les produits vivriers comme l'arachide, le maïs le mil et le Sésame car ces produits venus du Nord n'arrivent pas à Bangui.
- Comme pour Bangui, les prix en province sont en hausse sauf dans l'Ouham et le M'bomou où les prix baissent. De manière générale les prix manufacturés en provenance de Bangui connaissent une hausse significative.

Eau, hygiène, assainissement

Priorités

- La situation du secteur EHA était déjà mauvaise avant le début du conflit de décembre 2012. L'impact de la crise de décembre 2013 dans ce secteur est principalement dû aux effets du déplacement massif de population.
- La conséquence majeure du conflit pour le secteur EHA concerne dans un premier temps l'accès à l'eau, l'assainissement et aux équipements d'hygiène des populations déplacées, et la destruction ou dysfonctionnement de ces services dans les zones de retours.
- Plus de la moitié des populations déplacées sont concentrées à Bangui. Un grand nombre de déplacés est réfugié dans d'autres camps à travers le pays. Les besoins prioritaires en EHA resteront étroitement liés à l'évolution en termes de déplacements et retours de population.
- En dehors de l'évaluation MIRA qui n'a pas couvert l'ensemble du territoire, il existe très peu de données EHA sur l'impact de la crise sur les services existants, et la mise en place d'un système de collecte de données est une priorité.
- La maintenance et vidange des latrines jusqu'au dépôt final est une préoccupation majeure et est amplifiée par l'arrivée de la saison des pluies et par le manque de fonds disponibles
- Avec des cas de choléra déclarés, près de la frontière de la RCA, la préparation à une éventuelle épidémie de cholera est une priorité pour le secteur.
- A fin juin 2014 de nombreux acteurs EHA n'ont plus les fonds disponibles pour continuer leurs activités. Il n'y a de plus pas d'acteurs EHA dans les zones critiques capables d'assurer des réponses immédiates d'urgence

Documents de référence :

- *CAR Country Profile (Sanitation and Water for All, 2012)*
- *Water supply and sanitation in Central African Republic (AMCOW/Banque mondiale/Programme Eau et Assainissement, 2010)*
- *Country Profile (FAO/Aquastat, 2005)*
- *Revue de données secondaires, Cluster abri/Reach, 2012 (Reach, 2012)*
- *Groupe sectorie EHA, cadre operationnel stratégique (févr. 2014)*
- *Plan de contingence cholera (cluster wash, 2014)*
- *Documentation cluster protection (évaluation, dashboard, bases de données...)*
- L'impact de la crise de décembre 2013 sur le secteur EHA est principalement dû aux conséquences de la fuite précipitée des habitants et au déplacement prolongé. Le secteur était déjà largement dysfonctionnel avant même le début de la progression de la Séléka en décembre 2012.
- Il est difficile d'établir l'impact exact qu'a eu le déplacement sur le secteur EHA, car les différentes évaluations sectorielles ont fourni des résultats très variables. Il est notamment difficile d'établir une distinction systématique des vulnérabilités et besoins en EHA entre PDI et personnes non-déplacées, car il n'existe pas de données consolidées et les données locales fournies montrent des situations très variables.
- Certaines RRM ont estimé que pour les populations déplacées réfugiées en brousse, l'accès aux sources améliorées d'eau potable est rendu difficile, voire impossible, en raison de l'insécurité persistante. Certains de ces déplacés ont recours à des eaux de surface. Une autre partie des populations déplacées s'approvisionne aux sources des populations hôtes.
- Au 10 juin, 42% de la population ciblée par la réponse humanitaire en EHA n'avaient pas accès à une source d'eau potable. A Bangui l'accès à l'eau potable sur les différents sites de PDIs varie de 2,3 à 21,6 litres d'eau par personne et par jour et une moyenne de 8,3 litres. 45% des bornes fontaines de Bangui nécessitent une réhabilitation (cluster Wash, Juillet 2014).
- Les deux zones à risque d'épidémie de choléra sont celles du nord-ouest frontalières avec le Cameroun et sud frontalière avec la RDC.

Abris et non vivre

Priorités

- Une attention particulière doit être apportée aux PDIs en famille d'accueil pour éviter de nouveaux déplacements de ces populations vers les camps.
- Les populations retournés et locataires ont des besoins spécifiques à adresser
- La reconstruction de l'habitat doit s'intégrer au processus de relance économique
- Il est important d'encourager les populations ayant déjà commencé à reconstruire leur logement ou ayant les moyens de le faire en les intégrant aux programmes abris
- La réhabilitation des structures communautaires en parallèle de l'habitat est une nécessité pour la récupération de la communauté
- La composante WASH doit être intégrée à la réhabilitation des abris pour s'assurer d'une réponse cohérente aux PDIs et retournés.
- La reconstruction des abris doit être intégrée dans la politique d'urbanisme au niveau de Bangui
- La coordination avec le secteur protection notamment doit permettre d'adresser les problèmes liés à la propriété foncière et éviter notamment les accaparements et les expropriations
- Des méthodes ad-hoc doivent être développées pour toucher les populations déplacées en brousse.

- Les besoins en abri d'urgence et biens non-alimentaires sont étroitement liés aux différentes dynamiques de déplacement, aussi bien pour les déplacés eux-mêmes que pour les communautés hôtes.
- Certains déplacés ont fui précipitamment leur résidence sans rien pouvoir emporter; d'autres ont fui de manière préventive, craignant des attaques prochaines, et n'emportant que le strict nécessaire. Ces déplacements affectent le milieu urbain comme le milieu rural.
- Dans les sites de PDIs de Bangui 4 typologies d'abris ont été identifiés :
 - les centres collectifs (églises, salle de classe etc...). Ce sont des bâtiments déjà présents sur le site.
 - les abris communautaires, des constructions réalisés par les acteurs humanitaires et accueillant plusieurs ménages.
 - les zones d'ombres, abris composés de simples bâches posés sur des poteaux
 - les abris individuels, abris de fortune accueillant un ménage ou un individu.

- A Bangui en juin 2014, 875 maisons ont été recensées comme entièrement détruite et 569 partiellement détruites. Les destructions totales sont à 77% dans le 5^{ème} arrondissement, 14,4 % dans le 3^{ème}, 7,4% dans le 8^{ème} et le reste des 2,2% dans le 6^{ème}. Les maisons partiellement détruites sont à 46% dans le 5^{ème} et 35% dans le 3^{ème} (Shelter cluster strategy, 16 juin 2014).
- L'ensemble des maisons recensées sur Bangui comme totalement ou partiellement détruites appartiennent à des minorités religieuses, pour qui les questions de sécurité peuvent empêcher leur retour immédiat dans leurs foyers.
- Des images satellitaires montrent environ 15,000 maisons sans toits et potentiellement détruite pendant le conflit en dehors de Bangui (UNOSAT, Human right watch, juin 2014). Les évaluations en cours maison par maison sur la province de RCA menées par les membres du cluster abris ont recensé provisoirement 19,409 maisons ayant un besoin de reconstruction (cluster Shelter, Juin 2014).
- Les besoins en biens non alimentaires ont été estimés à 703,975 personnes (cluster abris, 2014). Seuls 36% des bénéficiaires ont été atteints à ce jour (Shelter cluster strategy, 16 juin 2014).

Education

Priorités

- Tous les enfants nés entre 2000 et 2007 vont avoir une éducation hachée et il est nécessaire d'identifier et récupérer les éléments du savoir de base.
- Les écoles ont été dépeuplées de leur personnel et le paiement des salaires gelés ce qui empêche beaucoup de réouverture de structures scolaires. Il y a un besoin important d'appui au ministère de l'éducation pour le développement de programmes d'éducation en situation d'urgence et de citoyenneté responsable.
- Les manuels et le matériel pédagogique manque également sur l'ensemble du territoire, un manuel de primaire étant partagé en moyenne par 3,2 enfants
- 111 écoles ont été attaquées et il y a un besoin de réhabilitation mais aussi de sécurisation des locaux.
- Les écoles en dehors des chefs-lieux et des grands axes sont celles qui ont été le plus durement touchées et qui sont le moins fonctionnelles. Elles nécessitent une attention particulière.
- Les cantines scolaires ne sont plus fonctionnelles sur le territoire ce qui ne pousse pas les parents à remettre les enfants à l'école.

Documents de référence :

- *Un retour en arrière : Impact de la crise sur l'éducation (Cluster éducation, sept. 2013)*
- *Un saut dans l'inconnu : état de l'éducation en RCA (cluster éducation, févr. 2014)*
- *Documentation cluster protection (évaluation, dashboard, bases de données...)*

- Avant la crise actuelle le système éducatif était déjà peu développé, 67% seulement des enfants étaient scolarisés dans le primaire. Au 25 juin selon le PAM, 80% des enfants étaient déscolarisés.
- Selon des chiffres du Ministère de l'éducation rapportés par OCHA au 17 juin. 45% des écoles restent fermées. Selon l'UNICEF à la même date, seules 6% des écoles étaient ouvertes dans les préfectures de Kemo et Nana-Grebizi et 80% des enfants seraient n'iraient pas en classe (UNICEF 17/06/2014, WFP 25/06/2014).
- En février 2014 et depuis le début de l'année scolaire 2013-2014, les écoles n'avaient fonctionné que 4 semaines en moyenne, 65 % étaient fermées et on estimait que 37% des enfants étaient déscolarisés. En 2012-2013, les écoles n'avaient fonctionné que pendant 22 semaines en moyenne.
- Il y a une présence massive d'enfants et d'adolescents dans les différents groupes armés (cluster Education, 2014).
- Aucune cantine scolaire n'était fonctionnelle en février 2014.
- Le conflit armé de 2013 avait déjà fortement affecté le système éducatif, notamment après le coup d'état du 24 mars qui dans de nombreux cas a signé l'interruption et la mise à sac des services de l'état, l'arrêt du paiement des fonctionnaires, le déplacement des populations dont le personnel scolaire,
- Les dégâts enregistrés par le conflit armé ont inclus la destruction et le pillage des écoles (infrastructures et matériel) et les dommages dus à l'interruption de l'entretien. L'occupation des écoles par des gens en armes ou les personnes déplacées est un obstacle supplémentaire à la reprise des activités. Dans le même temps, les violences ont provoqué la fuite des enseignants et des élèves. La peur de l'insécurité persistante est un frein à leur retour.

- 37% des écoliers inscrits en 2012-2013 ne sont plus inscrits pour l'année scolaire en cours soit 278,500 enfants sortis du système éducatif.
- 7% des écoles observées en février 2014 ont été occupées par les populations civiles.
- L'enquête à distance du cluster éducation a répertorié des attaques sur 111 écoles soit 33% de l'échantillon. Ce sont les préfectures de Bangui, la Ouaka et l'Ombella-Mpoko qui ont été le plus durement touchées. De plus, 22% des écoles ont été pillées par les populations civiles principalement où l'Etat a disparu et où la crise est la plus importante. Le pillage des institutions publiques est devenu un phénomène récurrent et habituel ces dernières années sans qu'il soit possible de distinguer des auteurs en particulier

Contraintes opérationnelles

- **L'insécurité** constitue un obstacle sévère à l'évaluation des besoins et la mise et la mise œuvre des programmes. Bien qu'aucune analyse ne puisse à ce jour démontrer si les humanitaires sont ou non sciemment visés, les incidents impliquant des humanitaires sont réguliers et nombreux. Le 8 mars 2014, un employé du CICR est assassiné à Ndélé. Le 9 mars un employé de la Croix Rouge centrafricaine est tué à Bangui puis le 22 mars près de Dekoa, deux autres volontaires sont abattus. Le 25 avril, un employé de l'ONG Solidarités International décède des suites des blessures liées à une agression. Le 26 avril 2014, 18 civils dont 3 employés de MSF sont assassinés à l'hôpital de Boguila. Le 1er mai 2014, un chauffeur du HCR est assassiné à Bangui, son corps est mutilé. Le 30 avril un chauffeur et ses deux apprentis de l'ONG Première Urgence-Aide Médicale Internationale sont retrouvés morts à PK15. De janvier à mai 2014, UNDSS a répertorié 53 incidents de sécurité ciblant des humanitaires faisant 12 morts chez des travailleurs humanitaires (UNDSS/OCHA 2014). Un 13^{ème} humanitaire aurait été tué début juin 2014 sans que les conditions du décès n'aient à ce jour été communiquées (INSO, juin 2014).
- **Les contraintes logistiques** : L'accès humanitaire est extrêmement limité par des problèmes d'ordre logistique, en raison du mauvais état des axes. Les populations isolées, notamment celles réfugiées en brousse et dans la forêt, sont pratiquement invisibles et restent hors de portée de toute aide humanitaire. Une

grande partie du pays n'est accessible que par voie aérienne notamment pendant la saison des pluies qui débute en avril. Cependant, cette solution ne peut être raisonnablement envisagée faute de moyens financiers suffisants.

- **Le financement de la réponse à la crise :** La République centrafricaine a été jusqu'à présent une "crise oubliée" pour laquelle la réponse humanitaire est la moins financée au monde (Development Initiatives, 2013). Le 5 mai 2014, OCHA annonçait que seuls 31% des fonds requis par le « *Strategic Response Plan* » de 2014 avaient été débloqués. Plus de 200 millions USD supplémentaires ont été promis lors de la réunion des bailleurs du 20 janvier à Bruxelles (OCHA, 2014).
- **Le profil de la crise :** La crise centrafricaine est très complexe et morcelée. Les populations se déplacent énormément, parfois de façon pendulaire et il est très difficile de les suivre notamment quand elles se réfugient en brousse. C'est donc une crise où il est difficile de planifier les interventions sur des bases classiques et où les modalités d'intervention doivent être adaptées au contexte et à une situation en constante évolution.

Scenarios

La RCA est une crise à multiples facettes. Plusieurs facteurs ont été retenus pour le développement des scénarios:

- Stabilité (violence et insécurité, groupes armés, contrôle du territoire, contrôle des ressources naturelles, tensions interreligieuses, présence de forces de maintien de la paix internationales, capacité de l'Etat, état des services et infrastructures)
- Enjeux extérieurs et régionaux (stratégique, politique et sécuritaire)
- Situation épidémiologique
- Sécurité alimentaire

Les facteurs affectant la capacité des populations à faire face à la situation actuelle sont la dégradation des mécanismes traditionnels de mitigation des tensions et de conflits, le délitement du tissu social et des systèmes traditionnels de solidarité à cause des violences et du déplacement, la pauvreté et l'absence d'accès à l'information de la population

Sur le front humanitaire, la capacité des acteurs est fortement influencée par la sécurité/accès aux zones affectées, les financements disponibles, la quantité et qualité des ressources humaines et l'accès logistique.

A ceci s'ajoute la présence de facteurs aggravants ou de risques spécifiques tel que risque épidémique, risque climatique/inondations, implantation de groupes radicaux et partition du pays.

Sur la base de ces facteurs influençant la façon dont les événements vont évoluer dans les mois à venir en RCA, trois scénarios plausibles ont été développés.

- **Scénario 1:** Hypothèse d'un maintien de la situation actuelle : une tourmente sans écho. Poursuite de l'instabilité politique et sécuritaire dans sa dynamique actuelle.
- **Scénario 2:** Hypothèse d'une amélioration: Un pas vers la pacification et la réconciliation nationale. Le processus politique permet une amélioration de la situation sécuritaire.
- **Scénario 3:** Hypothèse d'une complète dégradation : Un conflit qui sombre dans le chaos. Intensification de la tension interconfessionnelle et des affrontements.

Scénario 1 : Une tourmente sans écho		Bas		Elevé	
Durée : 6 à 12 mois	Niveau de probabilité		X		
	Niveau d'impact				X

Hypothèses clés

- Le gouvernement de transition déjà affaibli perd tout soutien populaire. Des manifestations régulières demandent la destitution tant de la présidente que du gouvernement de transition. La corruption est généralisée à tous les agents de l'état.
- La MINUSCA se déploie avec retard sur l'agenda et la passation avec la MISCA de mi-septembre est retardée. Le contingent de la MINUSCA n'est pas complet au moment de la passation. La France désire passer ses responsabilités le plus rapidement possible à la MINUSCA.
- Le processus d'organisation des ex-Sélékas à travers les Forces Républicaines se poursuit même si des dissensions émergent entre cadres de l'ex-Séléka sur les objectifs politiques et la direction du mouvement. Le mouvement des anti-Balakas échoue à trouver une organisation représentative et continue ses exactions. Le processus de criminalisation sous forme de « gang » se poursuit.
- La radicalisation des groupes armés sur fond de « confrontations communautaires » se poursuit, alimenté par des incidents fréquents de violence et de vengeance. Les autres groupes armés, notamment RJ et LRA, profitent de la situation pour intensifier leurs exactions.
- Le programme de DDR n'est pas défini et rencontre d'importants problèmes notamment à cause d'un processus continu de délitement des mouvements armés (ex-Séléka, anti-Balaka, Faca), de l'incapacité à rassembler autour d'un projet clair et le manque de financement.
- Les propriétaires tchadiens de bétail s'organisent pour la transhumance vers la Centrafrique et augmentent les capacités en armement des Mbararas et font appel à des mercenaires armés pour encadrer les troupeaux.
- L'accès aux populations est rendu plus difficile par l'arrivée de la saison des pluies, qui provoque également une aggravation de la situation humanitaire et des difficultés sanitaires notamment dans les camps de déplacés.
- Il y a une diminution importante de la préoccupation médiatique sur la situation en RCA. Le Tchad ne s'implique pas sur la crise, voir participe à son enlisement désireux de revenir dans les négociations en position de force.
- La situation politique et sécuritaire empêche toujours les investissements étrangers et le tissu économique continu à se détériorer malgré la reprise de la petite économie de subsistance dans les villes principales. L'arrivée de la MINUSCA relance le commerce et certains secteurs comme le bâtiment sur les grandes villes mais ne

profitent pas aux populations rurales. Le pays reste complètement dépendant de l'aide internationale.

- Les entrepreneurs et commerçants musulmans n'arrivent pas à reprendre leurs activités et beaucoup décident de se réinstaller à l'étranger. Les échanges commerciaux avec le Tchad et le Cameroun ne sont rendus possibles que par la sécurisation des axes et des convois par les forces internationales mais sont régulièrement pris à partie ou suspendus.
- Un processus de retour des populations déplacées est mis en œuvre même si les mouvements de population restent fréquents et peu prévisibles.
- Bien que les humanitaires continuent à être victimes d'incidents de sécurité récurrents, les organisations gardent une capacité de réponse aux urgences. Les incidents graves qui compromettraient l'aide humanitaire sont évités. Les humanitaires améliorent progressivement l'évaluation des besoins et la réponse dans les zones rurales. L'Est du pays reste relativement délaissé des programmes humanitaires. La RCA revient à un contexte de crise oubliée.

Contexte/impact

- Le gouvernement de transition ne contrôle aucune partie du territoire et perd toute assise sur Bangui. Il commence à être la cible des mouvements armés et populaires et ne doit son salut qu'à l'impossibilité de la communauté internationale de trouver une alternative crédible. La présidente de transition, malgré son plaidoyer international, n'arrive pas à lever les fonds pour le paiement des fonctionnaires. Le processus de transition est au point mort et les élections de 2015 sont reportées.
- Dans un contexte de corruption généralisée et de dépendance totale à l'aide humanitaire et internationale, le gouvernement fait passer des lois restrictives sur le travail des humanitaires afin de mieux les contrôler mais aussi de profiter de cette rente.
- Un mouvement non-représentatif de l'ensemble des ex-Sélékas émerge afin de devenir un interlocuteur possible pour le gouvernement de transition et ainsi engager des négociations pour la transition politique.
- Sous la pression populaire le gouvernement pousse au désarmement des musulmans du 3ème arrondissement de Bangui. De nombreux musulmans de PK5 décident d'être relocalisés vers le Nord et les pays frontaliers. Les derniers musulmans du 3ème sont principalement des combattants ou des civils armés. En province les communautés musulmanes à risque et enclavées, notamment celle de Boda, suivent le processus engagé de relocalisation.
- Avec le déplacement des musulmans, une partition de fait du pays s'instaure mais ne trouve pas d'écho populaire et d'assise politique et économique structurée.
- La France prolonge la présence de ses forces afin d'assurer la passation de son contrôle avec la MINUSCA. Le déploiement de la MINUSCA amplifie l'association par

les populations des forces étrangères aux intérêts internationaux pour le contrôle des ressources du pays. L'arrivée de la MINUSCA atteint la capacité opérationnelle des humanitaires par la monopolisation des moyens logistiques, l'accaparement du personnel national et la pression immobilière. L'absence du contingent complet de la MINUSCA au moment de sa passation avec la MISCA ne permet pas le maillage sécuritaire du territoire et de ses populations.

- Le Tchad continue à soutenir des mouvements armés notamment pour la défense des troupeaux des transhumants venus du Tchad.
- Des mouvements tels que Boko Haram ou des branches dissidentes commencent à faire leur apparition sur le territoire centrafricain et dans les pays avoisinants (Cameroun/Tchad). Ceci augmente encore l'isolement des populations locales et le peu d'intervention humanitaire dans les zones frontalières avec le Cameroun, le Tchad et le Soudan.
- Les conflits intercommunautaires se poursuivent, notamment entre anti-Balakas et groupes musulmans (peuls/Ex-Sélékas) provoquant régulièrement des mouvements de population.
- Le mouvement des Zaraguinas et la criminalité continuent à gagner le pays créant une situation d'insécurité généralisée. Les petits potentats et seigneurs de guerres se multiplient, s'établissant autour des zones riches en ressources naturelles et/ou contrôlant les axes et infrastructures clés sur leur(s) zone(s) de pouvoir.
- L'est du pays reste peu couvert par l'aide humanitaire ce qui continue à renforcer le sentiment d'abandon des populations.
- Les tensions et rancœurs interreligieuses s'ancrent profondément dans la conscience des différentes communautés empêchant encore tout déclenchement d'un processus de réconciliation nationale.
- Des cas de choléra se déclarent sur le pays et de manière générale on assiste à une augmentation importante des chiffres épidémiologiques concernant les maladies hydriques et le paludisme.
- La saison agricole 2014, malgré des résultats médiocres, est sauvée du désastre par l'assistance humanitaire et un programme structuré d'aide au retour des populations.
- Des systèmes d'alertes et d'évaluation commencent à se mettre en place pour la province permettant des réponses humanitaires réactives et flexibles.
- L'épidémie de choléra qui a lieu au Nord- Est du Cameroun est contenue, et aucun cas n'est déclaré en République Centrafricaine.
- Les bailleurs de fond ne mobilisent pas de fonds supplémentaires sur la RCA en 2014 et le volume d'activité humanitaire atteint son maximum avant d'amorcer un déclin.
- La situation humanitaire reste fragile et les populations restent plus que jamais dépendante de l'aide humanitaire internationale.

Contraintes opérationnelles

- La sécurité se dégradant, les humanitaires sont victimes d'incidents de sécurité réguliers obligeant à prendre des mesures spéciales: travail à distance, modification des transferts de cash, convoi armés pour le transport de biens et de personnes, etc.
- Les humanitaires peinent à discuter et négocier avec des groupes armés hors de tout contrôle et toujours plus fragmentés.
- Les contraintes logistiques s'amplifient avec la saison des pluies.
- La diminution des financements humanitaires forcent les ONG à réduire leurs activités en conséquence.

Besoins prioritaires

- Un processus coordonné, souple et réactif de suivi des mouvements de population et d'évaluation globale de la situation humanitaire sur le pays afin d'assurer un plaidoyer réactif et basé sur les besoins des populations.
- Une stratégie fonctionnelle d'assistance au retour des populations.
- Des opérations humanitaires et une assistance originale prenant en compte les mouvements constants et pendulaires des populations.
- L'amélioration des processus humanitaires pour la sécurisation des biens et personnels de secours: sécurisation du fret et des équipements, transfert de fond...
- Le renforcement de la présence humanitaire sur l'Est du pays.
- Une veille épidémiologique améliorée et la mise en place de plan de contingences permettant une réponse rapide aux urgences.
- La relocalisation des populations déplacées n'ayant pas de possibilités de retour immédiat pour permettre un accueil dans de meilleures conditions sanitaires
- Le soutien de la saison agricole 2014 et la protection des semences de la saison 2015.

Scénario 2 : Un pas vers la pacification et la réconciliation nationale

		Bas			Elevé	
Durée : 6 à 12 mois	Niveau de probabilité			X		
	Niveau d'impact				X	

Hypothèses clés

- Le gouvernement malgré la pression générale arrive à se maintenir par l'achèvement de certains chantiers comme le début de négociation avec les Forces Républicaines et le paiement occasionnel des fonctionnaires
- La MINUSCA arrive à se déployer suivant l'agenda planifiée et la passation avec la MISCA de mi-septembre bien que retardée est mise en œuvre.
- Les forces françaises retardent leur départ afin d'assurer une transition complète de la sécurisation à la MISCA et afin de veiller à la non implantation de mouvements islamistes sur le territoire.
- La mission de l'EUFOR quitte le pays dès septembre 2014
- Le processus d'organisation des ex-Sélékas à travers les Forces Républicaines se poursuit même si des dissensions émergent entre cadres de l'ex-Séléka sur les objectifs politiques et la direction du mouvement.
- Deux mouvances d'anti-Balaka émergent: anti-Balaka sous contrôle d'une représentation morcelée qui accepte le désarmement, le retour à la paix et à la vie civile d'une part et de l'autre, des mouvements anarchiques et criminels qui s'apparentent à un phénomène de gangs.
- Le programme de DDR commence à pouvoir être envisagé grâce à la coordination des forces républicaines et la capacité de fournir une alternative possible aux anti-balakas désireux de retourner à la vie civile et de profiter de la transition politique.
- Les propriétaires tchadiens de bétail escortés et armés continuent à être partie à ces conflits récurrents en province et les incidents suspendent régulièrement les possibilités de négociation. L'implication régulière des forces internationales et notamment française, crispent les relations diplomatiques avec le Tchad.
- La saison des pluies provoque une aggravation de la situation humanitaire et des difficultés sanitaires notamment dans les camps de déplacés.
- L'accès aux populations est rendu plus difficile par l'arrivée de la saison des pluies.
- La France décide de diminuer ses forces mais garde une présence sur la RCA notamment de ses forces spéciales.

- La communauté négocie le retour du Tchad dans les négociations pour éviter le développement du terrorisme islamique.
- Le Tchad revient dans le jeu des négociations en échange de certaines concessions comme la question du pastoralisme des nomades tchadiens et les investissements sur l'Est du pays.
- Des négociations avec des bailleurs internationaux s'engagent (banque mondiale, FMI, coopération bi et multilatéral...) pour permettre la reconstruction des pouvoirs régaliens de l'état et financer les processus de retour à la paix (DDR, commission paix et réconciliation...)
- La situation politique et sécuritaire empêche toujours tous les investissements étrangers et le tissu économique continu à se détériorer malgré la reprise de la petite économie de subsistance. L'arrivée de la MINUSCA relance sur les grandes villes le commerce et certains secteurs comme le bâtiment mais ne profitent pas aux populations rurales. Le pays reste complètement dépendant de l'aide internationale
- Les entrepreneurs et commerçants musulmans réorganisent certaines activités à distance pour profiter des opportunités économiques liées à l'arrivée de la MINUSCA.
- Le retour des populations s'accélèrent, notamment sur Bangui, et le nombre de déplacés continuent à décroître même si des mouvements sporadiques de population ont régulièrement lieu
- Un processus humanitaire de retour des populations déplacés est élaboré et mis en œuvre et permet de stabiliser les populations.
- La crise alimentaire est évitée et les épidémies contenues.
- Les organisations humanitaires se déploient de manière plus importante sur l'est du pays afin de promouvoir la cohésion nationale

Contexte/impact

- Des conflits entre forces multinationales et Mbararas tendent les relations diplomatiques entre la RCA, la France et le Tchad.
- Conscient de son implication auprès des populations et groupes armés musulmans ainsi que des enjeux du pays concernant l'élevage et la transhumance, la communauté internationale demande au Tchad de revenir à la table des négociations.
- La présence des forces internationales et des organisations humanitaires, tout comme l'implication des forces régionales permettent de contrer l'installation de mouvements djihadistes sur le nord et le nord-est du pays.

- Le Tchad négocie son soutien à la France et au combat anti-djihadiste par la prise en compte dans les négociations de la possibilité pour les pasteurs peuls tchadiens de faire transhumer leurs troupeaux sur le territoire de RCA.
- Des processus nationaux de réconciliation sont élaborés et les discussions sur la création d'une commission paix et réconciliation s'engage.
- Les conflits en milieu rural principalement lié aux Zaraguinas et aux conflits entre pasteurs peuls et agriculteurs sédentaires, continuent à provoquer des mouvements de population réguliers.
- Les conflits fonciers influent sur le processus de retour et sont l'objet de tension pour l'accaparement des terres, notamment des musulmans de Bangui.
- Beaucoup d'écoles arrivent à rouvrir mais dans des conditions difficiles. Les zones les plus reculées où l'insécurité demeure restent déscolarisées.
- Les ONG arrivent à trouver certains interlocuteurs possibles sur le terrain (groupes armés, retour de fonctionnaires ou agents de l'Etat), et cela facilite l'accès à certaines zones bien que les régions les plus difficiles d'accès restent secouées par l'insécurité.
- L'épidémie de choléra qui a lieu au Nord- Est du Cameroun s'étend sur la zone de Ngaoundaye et une épidémie de choléra est déclarée dans le Nord- Ouest de la Centrafrique. L'épidémie est contrôlée et ne se propage pas dans d'autres zones du pays.
- Les organisations humanitaires arrivent à contenir l'urgence alimentaire et sanitaire liée à la saison des pluies.

Contraintes opérationnelles

- Les contraintes logistiques s'amplifient avec la saison des pluies
- Les mouvements pendulaires dus aux violences récurrentes rendent difficile la pérennité de l'aide, les populations pouvant se faire piller à répétition.
- Difficulté d'accès à l'information sur les zones reculées et rurales notamment sur les déplacements en brousse

Besoins prioritaires

- Sécurisation des zones de retour
- Appui à la reconstruction des abris et soutien en bien non alimentaire de première nécessité. Plaidoyer sur les questions foncières et accompagnement au retour à la propriété.
- Préparation de la campagne agricole 2015
- Support en relance économique des ménages et appui par des programmes de cash for work.

Scénario 3 : Un conflit qui sombre dans le chaos	Bas				Elevé
	Durée : 6 à 12 mois	Niveau de probabilité	X		
	Niveau d'impact				X

Hypothèses clés

- Le gouvernement déjà affaibli perd tout soutien populaire et la présidente est contrainte de démissionner avant les élections. Le pays passe sous tutelle internationale.
- La MINUSCA n'arrive pas à obtenir la totalité des moyens nécessaires à son déploiement et notamment le nombre de soldats prévus, leurs équipements et la logistique nécessaire à la mission de pacification. La France se désengage de la crise centrafricaine et les soldats de SANGARIS quittent le pays. La mission de l'EUFOR touche à sa fin et ne sont conservés que certaines prérogatives de police et gendarmerie (formation).
- Le processus d'organisation des ex-Sélékas échoue, les différentes mouvances s'affrontent. Les mouvements les plus extrémistes, soutenus par des financements et des combattants étrangers, prennent le dessus et relancent les opérations militaires en brandissant la menace de la partition. Les populations chrétiennes de l'Est du pays sont victimes d'exactions. Les anti-Balakas sont incontrôlables et « l'épuration ethnique » fait place au ciblage de l'ensemble de la population pour l'appropriation des biens et des ressources. Des « gangs » incontrôlables et très violents apparaissent et sévissent. La LRA, profitant de l'instabilité générale, prend une ampleur sans précédent en RCA.
- Vu l'instabilité totale sur le pays, le programme de DDR est au point mort. Le trafic d'armes prolifère sur toute la Centrafrique. Les propriétaires tchadiens de bétail sont soutenus par des groupes de mercenaires armés qui se payent en faisant des razzias sur les villages et participent au trafic d'armement dans la zone.
- Il y a une diminution importante de l'attention médiatique sur la situation en RCA. Le conflit centrafricain est un « bourbier » dans lequel aucune puissance internationale ne veut s'enfoncer. Les puissances internationales laissent le Tchad gérer ses intérêts sur le pays en échange d'un contrôle de la question djihadiste.
- La situation politique et sécuritaire pousse les quelques entreprises internationales encore présente soit à réduire leurs activités, soit à fermer leurs filiales. La difficulté de contrôle du territoire rend encore plus difficile l'approvisionnement des marchés des grandes villes. Le pays reste

complètement dépendant d'une aide internationale en diminution. L'économie est intégralement informelle, sans aucune implication de l'Etat.

- La saison des pluies provoque une aggravation généralisée de la situation sanitaire. L'accès vers de nombreuses zones de RCA devient impraticable et l'assistance arrive au compte-goutte. Les incidents de sécurité à répétition poussent de nombreuses ONG à délaissé le terrain en gardant une présence minimale et en gérant les activités à distance depuis Bangui. Les organisations humanitaires et les agences des Nations Unies mettent en place des mécanismes d'assistance à distance pour conserver une capacité opérationnelle. La corruption se généralise dans la mise en œuvre des programmes humanitaires sur lesquels les organisations ont peu de contrôle.
- La RCA revient à un contexte de crise oubliée symbolisé par l'anarchie, la violence et l'absence de perspective de stabilisation. Le financement de l'aide humanitaire n'augmente pas malgré une situation catastrophique

Contexte/impact

- Tous les musulmans des zones majoritairement chrétiennes rejoignent le Nord et l'Est du pays ou se réfugient dans les pays avoisinants. On assiste à une « installation » à plus long terme des populations réfugiées dans les pays d'asile, sans espoir immédiat de retour.
- Des mouvements djihadistes internationaux proposent leur soutien au mouvement musulman ex-Séléka et à sa branche la plus radicale. Le Nord-est du pays devient une zone de non droit et un lieu de passage djihadiste et de trafics. A Bangui ont lieu les premières actions terroristes contre les étrangers et les communautés chrétiennes.
- Le recrutement de mercenaires et de Zaraguinas renforce le trafic et la circulation d'armes. On assiste également au recrutement massif d'enfants soldats. La LRA commet des exactions sur une partie beaucoup plus importante du territoire et dans des zones où elle était jusque-là absente. Les violences sexuelles prennent une ampleur de plus en plus grande dans les comportements des combattants.
- Les ONG humanitaire doivent faire face à de graves incidents de sécurité. Le manque d'accès au terrain s'accompagne de détournements importants de l'aide humanitaire et rend encore plus difficile les secours qui doivent se cantonner aux principales villes.
- Augmentation massive des déplacements de population vers les centres urbains pour fuir les violences et se rapprocher de l'aide humanitaire cantonnée aux principales villes. Augmentation massive des réfugiés dans les pays voisins incluant une migration importante de réfugiés chrétiens.

- Les régions à risque en termes de sécurité alimentaire passent en situation de famine.
- La communauté humanitaire n'arrive pas à faire face à des épidémies sur l'ensemble du territoire.
- L'épidémie de choléra qui a lieu au Nord- Est du Cameroun s'étend sur la zone de Ngaoundaye et une épidémie de choléra est déclarée dans le Nord- Ouest de la Centrafrique. L'épidémie se propage dans la capitale et le long du fleuve Oubangui.
- On assiste à un phénomène généralisé de déscolarisation des enfants. La RCA redescend encore dans le classement de l'indice de développement humain.

Contraintes opérationnelles

- Impossibilité d'obtenir des informations fiables sur la situation des populations.
- Accès humanitaire quasi-inexistant hors de la capitale Bangui et des principaux centres urbains. En province, l'accès aux populations nécessite d'être négocié avec les groupes armés contrôlant des parcelles de territoire.
- Détournement de l'aide humanitaire et corruption généralisée.
- Crainte des bailleurs de fond à financer l'aide humanitaire à cause du peu de visibilité sur l'aide apportée et les possibilités de détournement à des fins criminelles et militaires.

Besoins prioritaires

- Aide humanitaire d'urgence et activités de life-saving (assistance médicale, nutrition, abris d'urgence, accès à l'eau, distribution de vivre et de non-vivres, protection).
- Plaidoyer international sur la situation des populations centrafricaines.

Etat du savoir

Cette section présente un résumé des résultats d'un exercice de collecte et d'analyse de rapports d'évaluations des besoins humanitaires, effectuées en République centrafricaine depuis décembre 2013. Le rapport complet peut être consulté sur le site de ACAPs, en anglais et en français : http://acaps.org/resourcesscats/downloader/suivi_des_evaluations_des_besoins_rc_a_juin_2014_fr/245

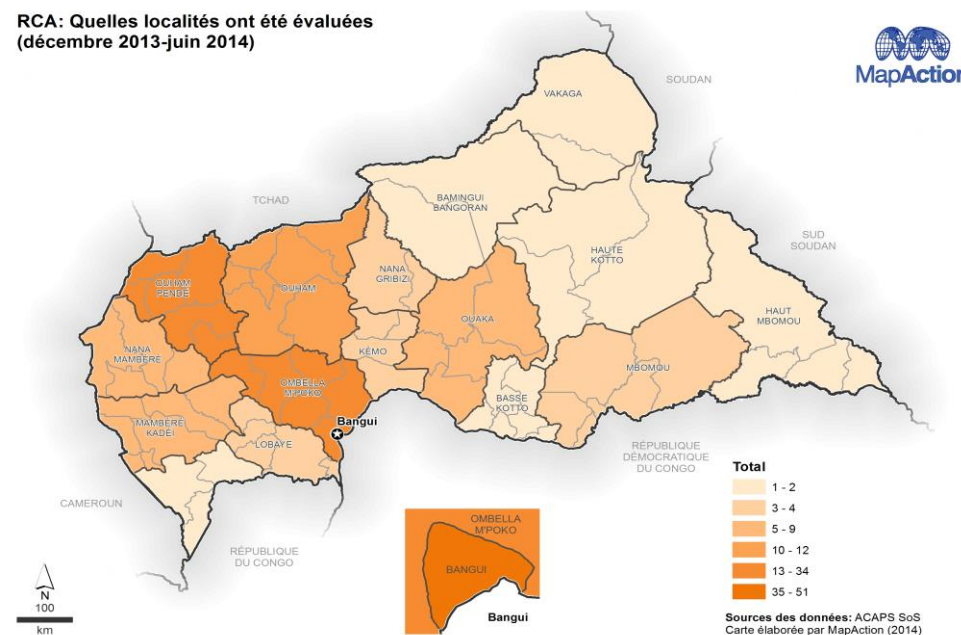
- Avant la crise, la qualité et la fiabilité des données disponibles était insuffisante pour la plupart des secteurs. Les données fournies par les enquêtes multisectorielles les plus représentatives (recensement de 2003 ; enquêtes MICS

III et IV, 2006 et 2010, enquête SMART 2012) sont devenues obsolètes et/ou ne reflètent pas les changements survenus depuis le début de la crise.

- Au niveau des différents secteurs, il existe de grandes disparités de données entre les différentes enquêtes et évaluations. Le principal problème relevé est le manque très important d'information sur la situation en province, la crise étant souvent qualifiée de « Bangui centrique ». La CMP (commission de mouvement des populations), ne peut à ce jour donner une estimation fiable du nombre de déplacés en province. Le chiffre utilisé de 425,000 ne varie pas et correspond à une évaluation de septembre 2013.
- La disponibilité de l'information pré- comme post-crise varie énormément en fonction des zones géographiques. Il existe un manque d'information général concernant l'est du pays où très peu d'évaluations ont été répertoriées.
- Les évaluations manquant de coordination, l'éclatement de l'information limite la comparabilité des données et ne permet pas l'obtention d'un corps d'information fiable par secteur au niveau national.
- Le niveau de désagrégation des données pré- et post-crise (notamment par genre, âge, catégorie socioprofessionnelle) est insuffisant dans la plupart des secteurs.
- L'accès à l'information est fortement limité par la poursuite des affrontements armés dans une grande partie du pays, la prise pour cible de travailleurs humanitaires, et par les difficultés logistiques liées au mauvais état des infrastructures et à l'isolement de nombreuses populations vivant dans des zones inaccessibles.
- Au vu de la volatilité de la situation, les besoins humanitaires (notamment en termes de zones géographiques et thématiques) ont évolué et continuent d'évoluer très rapidement. Les évaluations deviennent donc rapidement obsolètes. De nombreuses évaluations des besoins ont été effectuées par diverses ONG internationales. Cependant, la méthodologie de ces évaluations n'a pas été constante, l'unité de mesure (communauté, village, etc.), la taille des échantillons et les indicateurs sont très variables. Il en résulte un corps d'information difficilement exploitable pour établir des tendances quantitativement probantes.

- La nature pendulaire des déplacements (notamment à Bangui) ou encore la survenue d'événements sécuritaires brefs et sporadiques (telle l'irruption de groupes armés lors de distributions alimentaires ou d'interventions d'ONG médicales, observée sur le site de l'aéroport à Bangui courant décembre-janvier), se traduit par d'importantes variations du nombre de personnes présentes dans les camps, en fonction du moment de la journée où le décompte est effectué.
- De manière générale il existe très peu d'information sur la situation des PDIs en famille d'accueil ni des besoins des communautés hôtes.
- Le manque d'information sur la situation des déplacés notamment en province, ne permet pas d'évaluer les mouvements de retours et leurs besoins spécifiques.
- En mai 2014, ACAPS a effectué un travail de Suivi des évaluations de besoins, compilant un nombre représentatif d'évaluations ayant été menées de décembre 2013 au 1er mai 2014 (pour plus de détails voir [Suivi des évaluations ACAPS mai 2014](#)). Au total 87 évaluations ont été compilés sur les 17 organisations ayant participé à l'exercice.

RCA: Quelles localités ont été évaluées
(décembre 2013-juin 2014)



Principaux résultats de la revue des évaluations de besoins

Couverture géographique des évaluations

- Près de 40 % des évaluations concernent la sous-préfecture de Bangui.
- Les préfectures d'Ombella M'Poko, Ouham Pendé sont celles qui concentrent hors Bangui le plus d'activité d'évaluation. Cela correspond à un axe nord-ouest vers la frontière tchadienne et un axe ouest vers le Cameroun.
- Les préfectures du nord-est et de l'est du pays sont les moins évaluées ainsi que Sangha-Mbaéré.

Méthodes d'évaluations

- 59 sur 83 évaluations ont récolté des informations qualitatives principalement par des entretiens avec des informateurs clefs et par de l'observation directe.
- La sous-préfecture de Bangui ne comprend que 2 évaluations quantitatives ou mixtes alors qu'elle concentre près de 40 % des évaluations menées depuis décembre 2013.
- Le monitoring des sites de PDIs de Bangui est qualitatif.

Couverture sectorielle des évaluations

- Les données relativement homogènes pour les secteurs de base (« Abris & NFI », « Sécurité alimentaire » et « EHA ») viennent du fait que la plupart des évaluations menées sont multisectorielles.
- Très peu d'informations sont disponibles dans les évaluations récoltées sur la situation nutritionnelle des populations. Ceci doit être tempéré par le manque de transmission des données médicales et nutritionnelles de MSF et d'autres acteurs en nutrition comme Save the Children ou IMC. Les informations concernant la santé ne peuvent être interprétées sans l'apport des informations des ONG médicales qui assurent la plus grande partie des services de santé et du suivi médical des populations.

Principaux problèmes identifiés

- Les méthodologies ne sont pas toujours clairement définies ou transparentes. Or elles permettent de mieux comparer les informations et mieux interpréter les résultats.
- Après des mois de crise, les méthodes d'évaluation rencontrent des problèmes à deux niveaux :
 - Au niveau de la précision : les méthodes restent principalement qualitative et ne sont pas assez orientées vers de la collecte quantitative et représentative au niveau des ménages, spécialement sur Bangui et les sites de déplacés.

- Au niveau de la coordination: il existe peu d'approche coordonnée des évaluations de besoins et de partage d'information entre acteurs. Il manque un travail d'harmonisation des outils d'évaluation et des bonnes pratiques.
- La grande majorité des évaluations sont menées dans les zones ouest et nord ouest de RCA où les crises à répétition appellent les acteurs à se mobiliser. Le manque d'évaluations dans les parties nord et est du pays pose problème dans le cadre du retour à la paix mais aussi dans un souci d'égal accès aux bénéficiaires et de compréhension globale de la situation des populations en RCA.
- Aucune évaluation de la situation des personnes déplacés en famille d'accueil n'a été effectuée sur Bangui.
- Aucun outil de suivi des populations de PDIs hors Bangui n'est à ce jour disponible et mis en oeuvre. Les informations concernant ces déplacés, et notamment les estimations des nombres des PDIs hors Bangui, font défaut.
- Les terminologies sont parfois différentes entre toutes les organisations. Les divisions administratives officielles fournies par OCHA ne sont pas toujours suivies ce qui rend la capitalisation et la compréhension de la couverture géographique des évaluations difficiles.